

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 21 JUIN 1978 - N° 723

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

RENAULT: 9000 LOCK-OUTES! UN OS MEURT SUR SA PRESSE A DOUAI

Il avait quarante deux ans. Il travaillait sur une presse de l'usine Renault de Douai, comme les grévistes de Flins. Depuis des années, la machine le secouait, lui imprimait ses vibrations dans tout le corps. Comme ses camarades qui depuis maintenant plus d'un mois ont fait taire le bruit des presses à Flins, il voulait que les choses changent. Il suivait jour après jour ce que faisaient ces « jusqu'aboutistes ».

Vendredi, il s'est brusquement écroulé. Infarctus. Peut-être faisait-il partie des catégories « d'ouvriers

privilegiés », selon le terme qu'employait Barre à propos des grévistes des arsenaux, et la Régie Renault à propos de ceux des ateliers occupés.

A Flins, la direction lockoute ce mardi 9 000 ouvriers des chaînes de montage, voulant ainsi dresser la masse des travailleurs contre les OS des presses, qui occupent toujours leur atelier. La riposte à ce chantage s'organise.

Lire en page 7

MOULINEX:

5 USINES OCCUPEES



● Après Alençon, Mayenne, Fresnay sur Sarthe et Mamers, les OS de Caen occupent ● A Alençon, les coups de force de la direction restent sans effet.

Lire en page 6

PLUS DE 100 SOLDATS AUX ARRETS



Une permission de quarante huit heures chaque semaine, et les transports gratuits. Tout appelé manifestant publiquement son accord avec ces deux revendications est passible des arrêts de rigueur : plus de cent d'entre eux sont actuellement réprimés par les autorités militaires.

Israël : « Il ne reste plus qu'à préparer la guerre »

Après le refus poli opposé par Begin à la demande de Carter de négocier la position de l'État sioniste vis-à-vis des territoires occupés, la Knesset a soutenu la position gouvernementale. Le débat a cependant été houleux, et le général Weizman en a conclu : « Il ne me reste plus qu'à préparer l'armée à une nouvelle guerre ».

Lire en page 10

L'OPEP gèle les prix

Le prix du pétrole brut restera gelé au moins jusqu'en décembre prochain. Tel est le résultat de la réunion des ministres de l'OPEP qui vient de se tenir à Genève. L'Arabie Saoudite a eu encore la possibilité d'imposer son point de vue. En raison de la chute du dollar, le prix du pétrole se trouve ainsi ramené à son niveau de 73.

Lire en page 10

Municipales à Aix : Recul de 8 % du PCF

Cruel exercice de prestidigitacion pour le PCF à Aix qui a regressé de 8 % lors de l'élection municipale partielle, et qui s'évertue malgré cela à montrer qu'il reste stable.

Lire en Page 3

Chirac augmente les impôts parisiens

Les rododromes de Chirac n'auront rien changé. Le matamore de la mairie de Paris qui se targuait de défendre ses administrés, a finalement fait voter par le conseil municipal l'augmentation de 7 % des impôts locaux comme le lui demandait le gouvernement.

QUELQUES ELEMENTS SUR LES CONTRADICTIONS DANS LE PCF

● Visiblement, la direction du PCF rencontre de grandes difficultés dans sa tentative de normalisation, dans sa tentative de dénouer la crise de confiance qui a éclaté au sein de ce parti depuis maintenant 3 mois, depuis l'échec électoral consommé au soir du 19 mars. Parce que c'est bien d'une véritable crise de confiance qu'il s'agit :

A preuve, la persistance des mouvements d'opposition qui ne se laissent pas désarmer par les menaces feutrées, puis ouvertes, de la direction. Des lettres collectives se substituent aux lettres de critiques individuelles, les oppositions publiques s'organisent, et tentent même de faire un front commun face aux pressions de la direction.

A preuve, les échecs successifs rencontrés par les différentes tactiques du secrétariat du PCF, pour enrayer le vent de critiques. Minimisant l'affaire au début, menaçant alternativement tel ou tel courant, tentant ensuite de s'appuyer sur l'opposition d'Elleinstein pour isoler celle du courant althussérien, la direction a dû finalement s'opposer de front à tous les oppositionnels, et notamment aux 2 000 signataires d'une lettre de critique cosignée par Althusser et Elleinstein. Les volte-face accélérées de la direction n'ont pas enrayer le mouvement de critiques !

A preuve, enfin, et surtout, la situation même des organisations de base du PCF. Si les médias se

concentrent sur les courants d'opposition qui s'expriment publiquement, la situation à la base du PCF est encore plus révélatrice de la crise de ce parti même si elle est plus diffuse, et donc plus difficile à saisir. Démissions (en nombre croissant depuis quelques semaines), absentéisme aux réunions, assemblées de section particulièrement houleuses, militantisme faible — voire inexistant — dans de nombreux endroits, voilà quelques uns des signes extérieurs les plus immédiats de cette situation.

C'est que l'échec de l'Union de la gauche, la régression électorale du PCF, l'absence de perspectives à court et moyen terme, conduisent de très nombreux militants du PCF à s'interroger avec insistance sur l'orientation de leur parti, son fonctionnement, la tactique qu'il a suivie depuis plusieurs années. Ces interrogations, ces critiques sont pleinement légitimes, et cette démarche ne peut être que positive, même si elle s'inscrit la plupart du temps, au départ, dans un refus de mettre en cause plus profondément la nature même du PCF, et celle de son projet. Mais comment pourrait-il en être autrement ?

Nous proposons à ces travailleurs membres du PCF qui se questionnent sur le fonctionnement de leur parti, sur la tactique suivie ces dernières années, de débattre avec nous de ces questions, en

les élargissant au projet de société défendu par le PCF, projet qui seul peut éclairer pleinement la tactique du PCF suivie hier et aujourd'hui. Ce débat, des militants du PCF en ont pris eux-mêmes déjà l'initiative, en entamant la discussion dans plusieurs villes de France avec des cellules de notre parti. C'est une bonne chose.

Les articles qui vont suivre veulent contribuer à ce débat. Si nous sommes partis dans ces articles de certaines questions posées par les courants d'opposition publics du PCF (althussérien et elleinsteinien), ce n'est pas bien sûr que nous imaginions que la contestation dans le PCF se limite à ces 2 courants. Au contraire le mouvement de questionnements et de critiques dans les cellules du PCF a une base beaucoup plus large et concerne un nombre de militants bien supérieur à ceux qui s'identifient dans l'un ou l'autre courant. Simple-ment, nous savons que les arguments, les critiques d'Althusser ou d'Elleinstein sont discutés dans les cellules du PCF ; il nous a donc semblé intéressant de partir de là pour commencer à fournir des éléments de réponse aux questions posées.

Le premier article retrace l'apparition publique du mouvement de contestation, et les thèmes qui sont apparus.

N. D.

Pour autant qu'on puisse l'apprécier, le mouvement dépasse de très loin le nombre des contestataires connus. Toutes les lettres affirmant un désaccord politique n'ont pas été publiées, de même que la pétition «des 1 200» continue à être signée. Le fait que la plupart des oppositionnels connus soient des intellectuels n'est pas pour nous surprendre : leur situation leur ouvre l'accès aux médias. Il n'en reste pas moins que le mouvement est beaucoup plus vaste, comme nous l'avons dit plus haut en évoquant les problèmes soulevés dans les cellules. Un des indices de l'ampleur de ce mouvement — malgré tout diffus — est la vigueur et la promptitude avec lesquelles la contestation est apparue dans le système de presse du PCF. Les mécomptes éprouvés par la direction avec les militants qui fabriquent la presse du PCF ne se comptent plus. Si *l'Humanité*, bien tenue en main, a échappé à peu près à la contagion, bien d'autres publications se sont faites l'écho du mécontentement.

C'est un rédacteur de *France-Nouvelle*, Jean Rony, qui a mis le feu aux poudres par une lettre adressée au *Monde* dès le lundi 20 mars. Quelques jours plus tard, l'hebdomadaire de la Fédération de Paris, *Paris-Hebdo*, rendait compte d'une réunion de section où le «rapport Fiterman» (conclusions du BP sur les causes de l'échec électoral) avait été accueilli par un éclat de rire général. On connaît la suite : *Paris-Hebdo* a été liquidé «pour raisons financières». Le vent de contestation a soufflé fort dans les rédactions du PCF : Maurice Goldring, un autre collaborateur de *France Nouvelle*, dénonçait, dans une interview à *Témoignage chrétien*, le manque de démocratie interne du PCF. Dans le numéro d'avril de *La Nouvelle Critique*, trois rédacteurs (dont le directeur) en faisaient autant. En province aussi, les publications du PCF sont touchées : *Le Point du Jour*, quotidien de la région

Rhône-Alpes, disparaît, après que la direction eut refusé d'y publier une déclaration critique des journalistes. A *La Marseillaise*, des journalistes expriment leurs critiques, signent les pétitions, et certains d'entre eux sont finalement licenciés. Le directeur commercial des éditions sociales y va lui aussi de son interview critique. Le rédacteur en chef du journal d'entreprises *Action*, Jacques Frémontier, démissionna, après avoir révélé la mise au pilori, pour cause de censure, de deux éditions successives de la brochure *Vivre*.

Ce ne sont là que des faits largement répandus, qui donnent une idée de l'ampleur des remous dans toutes les salles de rédaction du PCF — que la presse — par définition bien contrôlée — soit le lieu de tels remous indique ce qu'il peut en être par ailleurs.

LE FONCTIONNEMENT DU PCF

Au terme d'une campagne menée tambour battant, où l'on a pu voir s'afficher jusqu'à la caricature le caractère rigide, sclérosé, autoritaire, de ce parti, où l'attention a été polarisée sur la personnalité d'un ou deux dirigeants au détriment de l'ensemble, ce qui transparaît avant tout, c'est le mécontentement extrême des adhérents face au fonctionnement interne du PCF. Tout le monde s'accorde pour y reconnaître une absence totale de démocratie. La ligne suivie par le PCF depuis le mois de septembre est vigoureusement attaquée, son incohérence dénoncée, comme le fruit des décisions prises par la direction seule, sans aucune consultation de la base. Dans le même

temps, les militants dénoncent la direction et les permanents qualifiés de «bureaucrates à vie», exigent des changements profonds dans la manière dont se fait la circulation des idées dans le PCF.

Cette exigence nouvelle de démocratie conduit également les militants à s'interroger sur l'image que le PCF donne de lui-même dans les masses, sur son attitude à l'égard des initiatives qu'elles prennent en dehors de lui. De là se découvre l'urgence de rectifier le fonctionnement du parti fonctionnant qualifié de «plus centraliste que démocratique» remise en cause du «centralisme démocratique» pour les uns, nécessité de le repenser complètement pour les autres. La critique débouche ici sur deux attitudes divergentes.

DEUX OPPOSITIONS PUBLIQUES

On retrouve cette divergence sur la plupart des problèmes abordés. Elle permet de discerner, parmi les opposants, deux tendances que l'on baptisera, pour plus de commodité, des noms de ceux qui les ont le plus complètement exposées l'une et l'autre, Elleinstein et Althusser.

Ainsi, par delà l'exigence unanime de la démocratie, que nous venons de souligner, trois points importants sont soulevés par les lettres de critique : celui des relations avec le parti socialiste, celui des alliances que le PCF doit rechercher, et enfin, celui de l'URSS.

Pour un certain nombre de militants, que l'on pourrait ranger dans la tendance Elleinstein, le PCF a eu envers le PS une

attitude marquée par le sectarisme. Il a mené contre lui une campagne d'invectives plutôt que d'arguments politiques. Il s'est en quelque sorte montré trop «dur» avec le PS, a fait une campagne «maximaliste».

Ceux-là mettent en avant le fait qu'il était maladroit de faire campagne sur le thème : «PCF, parti des pauvres», que cela a effrayé certaines couches (cadres, ingénieurs) dont il faudrait rechercher l'alliance, qu'enfin les intellectuels ne sont pas assez considérés dans le parti, qu'on les a remis «sur l'étagère des potiches».

Mais d'autres critiques, tout aussi nombreuses, mettent en avant le fait que parler de «parti des pauvres», c'est employer un langage totalement apolitique. Que «l'union de la gauche» n'a rien à voir avec l'unité de la classe ouvrière. Cette tendance, qui est celle représentée par Althusser, regrette que le PCF

n'ait pas accordé plus d'attention aux mouvements «partis des masses», étant donné que c'est avant tout cette unité-là qu'il lui faut rechercher.

Il est intéressant également de souligner qu'un nombre relativement important de lettres prennent des distances avec l'URSS : qualifiée par certains «d'anti-modèle», ce pays que Marchais continue de dire «socialiste» est justement dénoncé ici comme un repoussoir vis-à-vis des masses. Mais là encore, les deux tendances se séparent, sur la question de l'«Eurocommunisme» cette fois, soutenu par Elleinstein, combattu par Althusser.

Nous reprendrons dans les prochains articles, ces différents thèmes de critique, et commencerons demain par celui sur l'URSS.

Suzanne VALLÉE

Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom

Profession

Adresse

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,
75 924 Paris Cedex 19

Barre en province

PROVOCATIONS

Barre bouge. Le premier ministre se rend ce mardi à Rungis, où il prononcera un discours. Jeudi il ira dans les Pyrénées Atlantiques, notamment à Pau et à Bayonne. A l'occasion de ces déplacements, il n'est pas exclu que Barre se fasse accueillir fraîchement par les travailleurs des endroits qu'il va visiter. Il en a pris l'habitude lors de ses déplacements pendant la campagne électorale.

Les voyages qu'avait effectués Barre en province pour défendre sa politique d'austérité n'avaient pas, c'est le moins que l'on puisse dire, provoqué l'enthousiasme des masses. Ses propos méprisants pour les travailleurs, pour les «porteurs de pancartes» lui avaient valu, en maints endroits, un accueil houleux.

Barre se souviendra en particulier de sa venue au Puy en Velay, quelques jours avant le premier tour

de scrutin. Un millier de travailleurs étaient alors allés manifester devant la salle où le premier ministre du chômage et de la vie chère tenait un meeting.

Malgré la meute de flics en uniforme et de gardes mobiles en armes, les manifestants l'avaient accueilli aux cris de «Barre y'en a marre, Barre au chômage». Le premier ministre avait dû gagner la tribune en passant par une fenêtre, et à la sortie, c'est à grand peine qu'il parvenait à rejoindre sa voiture, accueilli par des jets d'œufs et de pierres.

Dans la plupart de ses autres déplacements, les travailleurs avaient exprimé leur mécontentement.

Ses nouveaux voyages en province seront l'occasion pour lui de reprendre ses couplets habituels sur l'austérité nécessaire. Les travailleurs accueilleront comme il se doit ce grand commis de la bourgeoisie.



PCF : sur l'opposition...

Les oppositionnels du PCF, depuis quelques temps, se sont faits plus discrets, au niveau de la polémique externe à leur parti. Les lettres et déclarations publiques se font rares. A noter toutefois que *Le Quotidien de Paris* de ce lundi publie une interview de Claude Rotschild, militant du PCF à Nanterre.

Celui-ci y rappelle les thèmes habituels des oppositionnels, notamment l'ouverture d'une tribune de discussion dans *l'Humanité*. Il critique le rapport de Marchais au comité central d'avril, affirmant : «Il n'a pas apporté de réponse aux questions que nous nous posons, et, par divers passages, il constituait une agression contre les intellectuels». Il se fixe pour but de «continuer à réclamer la libre discussion pour les communistes au sein du parti, exiger et imposer tranquillement une préparation démocratique du XXII^e Congrès».

...et sur la théorie

L'Humanité de ce lundi publie un long article intitulé : «Que peut la théorie ?». Un développement laborieux pour tenter d'expliquer les rapports entre la théorie philosophique et la pratique politique. C'est seulement au milieu de l'article que l'on comprend l'objet de ce pensum : «Hors de toutes ces conditions, sans lesquelles ne peut se déterminer une politique, Louis Althusser prétend détenir la vérité, en tant que théoricien». L'article, d'un ton très vivement «anti-intellectualiste», brocarde le philosophe qui «serait détenteur de la théorie, face à des centaines de milliers de communistes incapables de comprendre, de réfléchir, d'analyser, de s'organiser, d'organiser les luttes, etc...». Nous n'insisterons pas sur la validité de cette présentation un peu rapide des critiques d'Althusser. De toute façon, l'argument suprême est lâché : «Louis Althusser et quelques autres sont publiés, vantés, loués, par la droite et la social-démocratie».

Campagne nationale contre Barre

Le PS à la porte des préfectures

Engagée à la fin du mois de mai, la «campagne nationale de protestation» contre les mesures économiques de Barre, organisée par le PS, se termine ce mardi. Dans les préfectures et les sous-préfectures, des militants et des élus socialistes déposent leurs motions. A Paris, une délégation se rend à l'hôtel Matignon.

Pour le PS, et semble-t-il pour lui seul, cette campagne est d'une grande importance. Poperen, un des secrétaires nationaux, écrivait dans *Le Matin* : «A l'agression du 3^e plan Barre, les travailleurs, la majorité des Français répondent par la lutte, la lutte des classes : à la veille même du creux de l'été, chez Renault, chez Manufrance, dans les arsenaux, les chantiers navals, le textile, partout la France du travail dit non à la politique des patrons. Et en organisant une campagne qui conflue vers la journée nationale de protestation du 20 juin, le PS est au premier rang de cette lutte».

Ainsi donc, les pétitions maigrelettes du PS seraient l'aboutissement du

mouvement de grève, son expression politique. On nage dans l'irréel. Qui pourrait croire une seule seconde que les ouvriers en lutte aujourd'hui se reconnaissent dans cette campagne de signatures, qui pourrait croire un seul instant qu'ils considèrent aujourd'hui le PS comme le parti qui donne un débouché à leurs luttes, alors que précisément ils remettent en cause ces partis qui leur ont tout promis et rien donné. En fait, même les militants du PS ne le croient pas. Eux savent que cette campagne, lancée par Mitterrand, n'a d'autre but que d'aiguiller les militants vers autre chose que les querelles de clans qui déchirent le PS.

Car c'est bien de cela

qu'il s'agit. Il faut être un vieux routier de la social démocratie pour s'y retrouver dans ces courants qui se traversent, dans ces sous-courants qui s'entrecroisent, dans ces déclarations multiples remplies de sous-entendus les plus divers. Au début il y avait deux courants, le 1 et le 2. Maintenant, il y a Mitterrand, qui après avoir menacé de démissionner, entend bien s'accrocher à son pseudo «rôle historique». Il y a Rocard, à qui la défaite de la gauche a permis de faire savoir qu'il entendait bien déboulonner le chef, il y a Mauroy, qui retrouve l'esprit de Guy Mollet pour naviguer dans l'appareil, il y a Poperen, qui ne soutient Mitterrand que pour mieux écarter ses rivaux, il y a Gaspard, qui a créé un courant femmes autant pour se placer que pour permettre aux femmes du PS de s'exprimer, il y a Sarre, qui se demande si le CERES n'est pas une limite à ses ambitions personnelles, il a Motchane qui continue à annoncer autour du thème du programme commun, et il y en a d'autres encore.

«Un des premiers partis de France», le PS est aussi un des partis les plus divisés. Pas plus que les élucubrations sur le rôle du PS dans les luttes d'aujourd'hui, cette minable journée d'action ne saurait redorer le blason d'un parti dont il ne faut pas oublier qu'il a une large responsabilité dans les tromperies déversées pendant des années sur les travailleurs.

Aix en Provence

Municipales : recul de 8 % du PCF

Avec 49,41 % des suffrages exprimés, la droite officielle a gagné 14,69 % par rapport au 1^{er} tour de mars 1977, et a bien «failli l'emporter», comme le constate le PCF. Le Parti Socialiste avec Ciccolini, maire sortant, maintient son score malgré une petite perte de 0,37 %, contrairement à la liste menée par le PCF qui recule de 8,75 %. «La droite profite de la désunion» constate le PCF, dans l'éditorial de son journal *La Marseillaise* ! Mais qui est le grand perdant de cette désunion ? Question secondaire, puisque le PCF explique que l'avancée de la droite «est la principale leçon de ces élections municipales».

Il n'est donc pas question de chercher à comprendre pourquoi le PCF a reculé, puisque dans le même éditorial nous apprenons que «les comparaisons sont difficiles», que «le PCF garde ses forces intactes, et même mieux : le PCF maintient ses positions, les améliore même par rapport aux municipales de 1971.»

Un seul coupable bien sûr «Le PS, qui a refusé de former une large liste d'Union de la Gauche». Rappelons que le Bureau Politique du PCF était même allé jusqu'à déclarer que voter pour les listes du PS, c'était «faire le jeu de la droite et de la grande bourgeoisie».

Cet appel a été tellement bien entendu que *La Marseillaise* avoue elle-même «qu'une partie de l'électorat du PCF n'a pas pris part au vote, ce qui explique la perte de 1 % par rapport aux législatives. Ceci est visible notamment dans des bureaux qui lui sont favorables» !!!

Pourtant le PCF avait tout fait pour que son électoral se mobilise :

Monsieur Foulquier, tête de liste, est membre du Comité fédéral des Bouches du Rhône et candidat aux dernières législatives. Cette liste comprenait aussi Toucas, secrétaire de l'Union locale CGT d'Aix en Provence.

Les travailleurs ont refusé d'arbitrer la querelle PCF-Ciccolini, accusé de faire le jeu de la droite. Certes, les travailleurs et nombre de militants PCF affirment : «Ciccolini, c'est la droite». Quel soutien a, en effet, apporté la municipalité PS aux luttes des travailleurs des Thermes, de Dessessart, de la SESCO ou aux éducateurs des Parronf ? Aucun, bien au contraire ! Elle a souvent défendu ses alliés naturels du patronat local. Bien qu'aucun parti en présence ne veuille le dire, voilà qui explique pourquoi, dans 6 bureaux de vote sur 52, le nombre de suffrages exprimés est inférieur à 50 % des inscrits et que, dans de très nombreux cas, il reste très proche de 50 %.

Que va faire le PCF ? Maintenant qu'il se retrou-

ve largement en 3^e position, va-t-il appeler à voter Ciccolini pour faire le barrage «à la droite la plus réactionnaire» ?

Peut-il prendre la responsabilité de refuser de se désister en sachant que le PS l'accusera alors «d'avoir permis la victoire de la droite» ? Le bureau de section du PCF va-t-il devoir se réunir deux jours de suite pour définir une position appelant à ne pas voter à droite sans appeler directement à ne pas voter Ciccolini, comme il l'avait fait après le 1^{er} tour en 77 ? En fait, dans cette joute électorale tout à fait extérieure aux revendications des travailleurs, le PCF ne pourra qu'affirmer l'impasse dans laquelle les travailleurs refusent de le suivre : «L'Union, le combat pour l'union, c'est notre raison d'être à nous communistes. Nous n'y renoncerons pas. Nous n'y renoncerons jamais» a bien précisé Georges Marchais à Limoges dans son appel du 18 juin ! Que le PCF veuille perpétuer son alliance avec la droite (c'est-à-dire le PS) c'est son affaire.

En mars 1977, les militants communistes du PCRml affirmaient que «Voter Ciccolini, ce n'est pas barrer la route à la droite». Aujourd'hui, ils appellent les travailleurs à voter pour leurs revendications (telle que la réintégration des licenciés des Thermes) inscrites sur un bulletin de vote.

Robert RIVIERE

Rassemblement de l'UNEF-UEC

L'UNEF (ex-Renouveau, dirigée par les révisionnistes) a tenu un rassemblement à Paris le week-end dernier. Pour les responsables de ce groupuscule, la faiblesse des luttes étudiantes s'explique par la déception face à la défaite de la gauche.

Pour le président de l'UNEF, «le fait que le mouvement étudiant ne s'affirme plus seulement en quelques circonstances sous des formes spectaculaires, type 1976, ne peut être considéré comme un recul, mais au contraire comme une progression qualitative de l'action revendicative». Il a dit ça sans rire.

Il y a 38 ans, en mai et juin 1940, les armées nazies déclenchaient l'attaque et envahissaient la France. Commencée par un pilonnage systématique des positions françaises le 10 mai, l'attaque allemande allait se terminer le 24 juin, avec l'armistice et la poignée de main de Pétain à Hitler. On parle peu de cette période de l'histoire de France, et quand on en parle, souvent sur la base d'images fausses, longuement véhiculées par la bourgeoisie. «L'armée Ladoumègue», c'est une image lancée par la propagande de Vichy. Le mythe d'une population française pantouflarde, peureuse, fuyant les Allemands au premier coup de fusil, et qui ne devra finalement son salut qu'au génie d'un homme lançant un appel à la résistance le 18 juin 1940, c'est celui que véhicule la bourgeoisie depuis des décennies. S'il y a bien eu écrasement en mai-juin 1940, la bourgeoisie, et elle seule, en porte la responsabilité.

Dans les premières semaines de 1940, ce ne sont pas les préparatifs allemands qui préoccupent le gouvernement et le haut état-major français. La «drôle de guerre» suit son cours, et la propagande se développe pour prouver que «le temps travaille pour nous», et que «nous vaincrons, parce que nous sommes les plus forts». L'infranchissabilité de la ligne Maginot est docement démontrée, et quand les industriels proposent de fournir gratuitement des portes blindées aux quelques blockhaus qui parsèment les environs de Sedan, on leur dit que c'est inutile puisque de ce côté là, «la Belgique nous protège». Ce dont on se préoccupe, ce n'est pas principalement de la lutte contre les nazis (la propagande officielle n'utilise d'ailleurs pas le terme de fasciste), mais de la lutte anti-communiste. Après la signature du pacte germano-soviétique, le PCF a été dissous par décret. Entre le mois d'octobre 39 et le mois de mars 40, on ne compte pas moins de 11 000 perquisitions, 3 400 arrestations et 5 000 révocations. En mars et avril, les tribunaux français condamnent des députés communistes et dirigeants syndicalistes à des peines de 5 ans de prison. En janvier, les gouvernements français et britannique étudient la possibilité de bombarder la ville soviétique de Bahou. Auparavant, un corps expéditionnaire français de 50 000 hommes a été envoyé en Norvège, pour couper «la route du fer» aux Allemands, mais surtout pour prêter main forte aux Finlandais en guerre contre l'URSS. La cessation des combats fera échouer le projet.

UNE ARMÉE INADAPTÉE

Sûr de lui, et tout occupé à la chasse aux communistes (qui ont diffusé le 1^{er} mai une *Humanité du Soldat*), l'état-major va même jusqu'à rétablir les permissions le 9 mai. Le 10 au matin, les nazis attaquent. Par leurs espions, par leurs industriels qui ont parfois gardé des contacts avec leurs collègues français, par des éléments d'extrême-droite français aussi, ils connaissent parfaitement le dispositif allié. En une journée, un tiers des avions alliés seront détruits au sol, avant même d'avoir pu décoller.

Du 11 au 16 mai, de violents combats se déroulent en Bel-

gique. La résistance vient notamment des chars de reconnaissance français, qui, engagés dans une bataille inopinée pour eux, vont cependant retenir les Panzers pendant trois jours. Dans les Ardennes, les soldats français, dépourvus d'armements lourds (l'état-major français l'avait estimé inutile), résistent à Houx et Dinant, pratiquant une sorte de guérilla face à l'armée nazie. Pour contrer la poussée allemande, une contre-attaque est envisagée, une contre-attaque qui «sur le papier» a toutes les chances d'être efficace : il s'agit de réunir trois divisions et de les faire converger sur Sedan pour colmater les brèches. La réalité est toute autre : une division est vaincue immédiatement, l'autre, venant de Belgique, n'a pas de temps de s'organiser et est décimée elle aussi. Quant à la troisième, elle sera «confisquée» par les nazis alors que les chars ne sont même pas débarqués des wagons porteurs. Malgré cela, un front se forme sur la Somme et l'Aisne. Craignant une contre-attaque plus vigoureuse, les Allemands préfèrent mettre le paquet sur la Belgique et atteindre Dunkerque.

LE GOUVERNEMENT CRÉE LA PANIQUE

A Paris, la panique et l'incurie des gouvernants est totale : on brûle les archives des ministères, et on fait appel à Weygand pour remplacer Gamelin. Les discutailles se multiplient entre les Français, les Belges, qui vont capituler sans prévenir personne le 27 mai, et les Anglais qui commencent à rapatrier leur corps expéditionnaire.

Pendant que 40 000 soldats français se battent pied à pied pour retarder l'avance allemande sur Dunkerque, les nazis lancent le 5 juin leur dernière grande offensive. Le Benelux envahi et les Anglais refoulés, il s'agit pour eux d'occuper l'ensemble du territoire français. Face à 40 divisions françaises, 120 divisions allemandes passent à l'assaut.

C'est dans cette situation dramatique que les luttes politiques vont se développer au sein de la bourgeoisie française. Le 5 juin, Reynaud appelle au gouvernement le directeur de *Paris-Match* Prouvost, qu'il sait très lié aux Américains, et le colonel, promu général, de Gaulle. Le premier

JUIN 40 : TOUT PLUTOT QUE LE PEUPLE EN ARME

Par Nicolas DUVALLOIS



90 000 soldats français tués en résistant pied à pied aux nazis.

problème posé au nouveau gouvernement est de savoir s'il faut défendre Paris. Un général est prêt à organiser la défense : c'est De Lattre. On lui préfère Dentz, qui sous Vichy, dirigera les combats... contre les Anglais. Il faut ensuite fortifier la capitale. Plusieurs personnalités, dont des membres du PCF (Politzer) font des propositions : levée de boucliers du gouvernement ; mobiliser la population serait «faire courir des risques à l'ordre social».

Devant la poussée allemande, le gouvernement se repliera finalement à Tours le 10 juin, déclarant Paris «ville ouverte». On peut toujours dauber sur la panique de la population parisienne : en fait, cette panique se produira surtout au moment où le gouvernement se sauve, sans avoir rien fait ni proposé pour résister.

Dire que le gouvernement se replie sur Tours n'est d'ailleurs pas tout à fait exact. Pour «dispenser les risques», il se disperse dans les châteaux de la Loire. Certains ministres logent ainsi dans de somptueux appartements royaux... mais n'ont pas le téléphone !

C'est au moment où la curée commence que les fascistes italiens choisissent d'attaquer eux aussi. Pour ce qui s'est passé en ces jours de juin 40, on ne peut guère parler de la passivité d'une armée italienne «bon enfant». Il n'y a pas de degré dans le fascisme. Du 10 au 20 juin, ce sont des avions italiens qui vont mitrailler les colonnes de réfugiés, s'acharnant à faire des cartons sur les civils embouillés, notamment à la traversée des fleuves. L'état-major néglige pourtant ces Italiens. Si les divisions mussoliniennes sont bloquées dans les Alpes, c'est grâce à l'héroïsme de quelques milliers de fantassins français, parfois sans officiers, qui résistent jusqu'à l'armistice.

Les colonnes de réfugiés, grossies par les Parisiens, commencent à arriver sur la Loire. Les mitraillages italiens font des milliers de morts. Désorganisés, sans

liens entre eux, sans directives, avec un armement dérisoire, les soldats français résistent tant bien que mal. Dans la ligne Maginot, des soldats, encerclés depuis longtemps, continuent à se battre. Certains ne se rendront que 5 jours après l'armistice !

MIEUX VAUT L'ARMISTICE QUE LA GUERILLA

C'est dans ce climat que se tient le «conseil suprême» de Briare. Y sont présents Reynaud, Pétain, Weygand, de Gaulle et Darlan. Il s'agit d'envisager la suite des combats. S'appuyant toujours sur les schémas de 1914, Reynaud propose de créer un front solide sur la Loire, à condition que toute l'aviation anglaise intervienne. Churchill refuse. Il est ensuite proposé de créer un réduit en Bretagne, où on concentrerait la flotte, et toute l'armée française (800 000 soldats attendent dans le Sud de pouvoir se battre). Weygand et Pétain refusent. De Gaulle propose de se replier sur l'Afrique du Nord et de continuer le combat en s'appuyant sur «l'empire» : pour Weygand, c'est de l'enfantillage, pour Pétain ce serait une trahison que de quitter la métropole, et Darlan dit n'avoir aucun moyen d'évacuer les troupes françaises. Churchill enfin propose de mettre en place une guérilla généralisée. Là, tout le monde s'oppose : pour Reynaud, «les villes en souffriraient», pour Pétain, «ce serait l'anarchie», pour Weygand, «ce serait la révolution». En fait, Weygand souhaite déjà l'armistice, «afin de garder une armée pour le maintien de l'ordre».

Le 13, alors que le «conseil suprême» se poursuit à Tours, Weygand annonce : «Thorez est à Paris». Un simple coup de téléphone suffit à démentir la nouvelle, mais elle donne une idée des véritables craintes de l'état-major français. Le vieux mot d'ordre : «Plutôt Hitler que le front populaire», reste vivace. Se sauvant toujours, le gou-

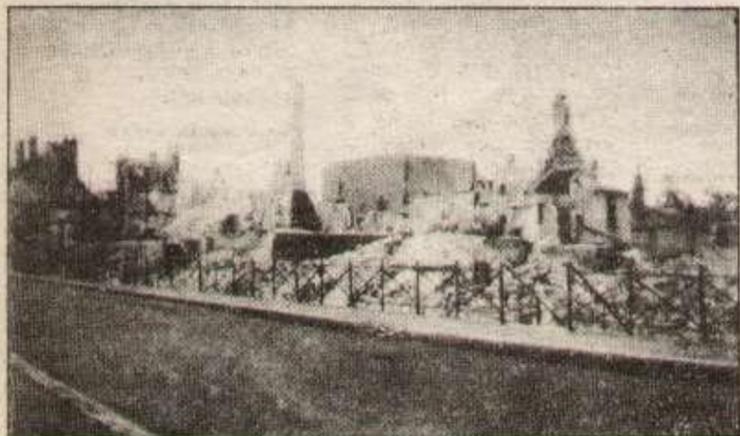
vernement atterrit à Bordeaux. C'est là que Reynaud tentera de s'accrocher à une dernière bouée : le projet d'une union franco-britannique, et l'évacuation des soldats français sur l'Angleterre. Le 16 juin, le président de la république a à choisir entre deux solutions : celle-là, l'armistice proposé par Pétain. Le 16 juin, le président de la république a à choisir entre deux solutions : celle-là, l'armistice proposé par Pétain. Le 16 juin, le président de la république a à choisir entre deux solutions : celle-là, l'armistice proposé par Pétain. Le 16 juin, le président de la république a à choisir entre deux solutions : celle-là, l'armistice proposé par Pétain.

Les soldats français, eux, continuent à être en face des Allemands, et ignorent toutes les tractations. On a beaucoup ironisé sur eux, ce sont ceux-là même qui se sont sauvés qui l'ont fait. Pourtant, ces soldats se sont battus. Sur la Loire, à Sully, à Giens, à Orléans, à Tours, les nazis se sont vus opposer une résistance. A Blois, des tirailleurs nord africains vont arrêter les Allemands pendant deux jours. A Tours, des civils font le coup de feu contre les reconnaissances allemandes. Les soldats que décrit Sartre dans la *Mort dans l'âme*, et qui combattent avec leurs pauvres moyens jusque dans le massif central ont vraiment existé.

Au total, en 40 jours, 90 000 soldats français sont morts en se battant contre les nazis.

Tout n'a pas commencé le 18 juin avec l'appel de De Gaulle. Les soldats de 1940, c'étaient aussi pour beaucoup les grévistes de 36. Ce n'est pas dans leur soi-disant couardise qu'il faut chercher les raisons de la défaite et de l'envahissement de la France, mais bien dans la politique de la bourgeoisie. Les responsabilités, elles, sont à chercher parmi ceux qui, comme Reynaud, étaient prêts à tout, sauf à organiser la guerre avec le peuple, et ceux qui comme Pétain et Weygand étaient prêts à tout pour s'opposer au peuple. La suite l'a montré.

* Sur ce sujet, lire les articles du *Peuple Français* n° 7 et 8 et *Les FTP* de Charles Tillon.



Blois, en juin 40, témoignage de la violence des combats.

Conférence de presse d'Edmond Maire

ENCORE, TOUJOURS LES NÉGOCIATIONS

Pourtant, vaillamment que vaillamment, Edmond Maire a épluché les choses : la dernière conférence de presse de Giscard, la volonté de négociation évanouie du gouvernement, le refus de négocier du patronat. On a même donné des chiffres : sur les 80 organismes patronaux genre chambres patronales, à peine une trentaine ont commencé à discuter, la plupart du temps pour dire non à tout ! Dans certaines branches comme les banques et le textile artificiel, ces négociations sont terminées... faute d'avoir même pu commencer... On nous a parlé des négociations sur le temps de travail qui vont s'ouvrir cette semaine : la CFDT réclame un cadre national « pour ne pas s'en remettre aux branches... » Sur l'indemnisation du chômage, on nous apprend que la délégation CFDT va « écouter cet après-midi les propositions patronales ». Pour résumer, les négociations n'ont rien donné. Et pourtant, on a trouvé quelques miettes à présenter comme positives ! « Le gouvernement a fait avancer quelques problèmes » : on nous sert les prud'hommes, les 2 semaines supplémentaires de congé maternité, les 13 heures accordées aux hospitaliers. C'est tout. Pour entendre ensuite que « le gouvernement doit modifier son attitude » ou bien « Quel jeu le patronat est-il en train de jouer ? ». Pour entendre surtout qu'il ne fallait malgré tout pas « jeter le manche après la cognée,

● Difficile exercice, que celui auquel s'est livré lundi matin Edmond Maire, secrétaire de la CFDT, lors d'une conférence de presse particulièrement terne : il s'agissait principalement de faire le bilan des négociations entre le gouvernement, le patronat et les syndicats. En pleine période de renouveau des luttes, cela tenait de la gageure, pour une centrale qui avait affirmé au lendemain des élections, que tous les efforts devaient être centrés sur des négociations qui sont presque tombées dans l'oubli aujourd'hui.

et qu'il pouvait sortir quelque chose des négociations... »

A vrai dire, on était bien loin des revendications des dizaines de milliers de travailleurs entrés en lutte ces dernières semaines. Il y en a pourtant été question. Mais de quelle façon ! Pour dire que l'intervention de plus en plus fréquente de la police était « de nature à créer un climat de tension, qu'elle pouvait faire monter une tension globale, et qu'elle risquait de détourner l'action revendicative de son objet ». En un mot que c'était « un jeu dangereux ». En d'autres termes, ce qui soulève l'indignation de la direction CFDT, ce n'est pas tant ces interventions policières en elles-mêmes, ce qu'elles ont de scandaleux, que les conséquences qu'elles pourraient avoir : l'exten-

sion des luttes !

Dans la même logique, on nous affirmait une contre vérité, à propos des caractéristiques des luttes actuelles : les revendications seraient de plus en plus circonscrites à l'atelier atelier ! La lutte de Renault, sur les 300 F pour tous par exemple, repris partout, est un démenti à ce qui est affirmé. Bien sûr, la direction CFDT aimerait que les luttes restent limitées à la plus petite unité de production possible : c'est le sens même des déclarations de Chèreque, responsable de la Métallurgie, pendant la grève de Renault. Mais il y a loin entre les rêves de certains et la réalité.

Tout cela pour arriver à une conclusion surprenante : selon Edmond Maire, « le dégel social est l'œuvre de la

CFDT » et « le recentrage de la CFDT est très largement compris... ». C'est se moquer complètement de la réalité et des travailleurs. S'il est vrai que les syndicalistes CFDT ne sont pas en reste dans les luttes, à Renault ou dans les Arsenaux, ce n'est en général pas sur les mots d'ordre des fédérations, des dirigeants régionaux ou locaux qu'ils se sont battus. Quel rapport y a-t-il par exemple entre l'occupation des presses de Flins, ou celle de l'usine de Cléon, et les 4 heures de débrayage par semaine proposées par la direction syndicale CFDT - Renault ? Un des rares responsables CFDT qui se soit risqué à faire cette proposition à Cléon, en pleine occupation, n'est pas prêt de s'en remettre ! Et dans les usines Renault en lutte, c'est à un désaveu cuisant des orientations confédérales qu'on a assisté, et non pas à leur approbation !

Et Maire a beau se démener pour essayer de faire croire le contraire, ce n'est pas sur les négociations que les travailleurs misent, ni sur on ne sait quelle « articulation » dont on parle tant à la direction CFDT. C'est sur leurs luttes, quitte à déranger les schémas de ceux qui pensaient que dans la situation post-électorale, on ne pouvait prétendre qu'à des « résultats minimales ». Et qui ont encore aujourd'hui comme principal souci, de « reconstruire un tissu de négociations » !

Monique CHERAN

Départs pour 79

Le congrès de Brest devait modifier la composition de l'équipe confédérale. Trois départs sont d'ores et déjà annoncés : Decaillon (secrétaire général adjoint), Salanne (affaires internationales), Moreau (secteur politique). Les deux premiers continueraient à remplir des fonctions au sein de la CFDT, Moreau cherchant des occupations à l'extérieur.

Craf'sac (Rouen)

RECUIL IMPORTANT DU PATRON

Lundi et mardi, il y a huit jours, les travailleurs de CRAF'SAC (banlieue rouennaise) engageaient la lutte pour les 300 F. Grève avec occupation massive et résolue. Il n'a pas fallu deux jours pour que le patron cède... au moins en grande partie. Ainsi, il accorde 110 F pour tous à partir du 1^{er} juin. Le point de calcul de l'indice passe de 9,89 à 10,65. Le treizième mois sera payé sur la base du P 3 et non plus P 2. Les ouvriers occupant des emplois dits « pénibles » toucheront 150 F de prime mensuelle. Le patron s'est de plus engagé à avoir un

comportement moins dictatorial au comité d'entreprise, notamment quand il est question des conditions de travail et des libertés syndicales. Par ailleurs il s'est engagé à poursuivre les négociations sur la question des conditions de travail. Mais ce n'est pas tout : les travailleurs de Craf'sac ont obtenu que le patron n'ait plus recours à des boîtes d'intérim mais qu'il engage directement sur la base du contrat d'embauche Craf'sac. Enfin, et ce dernier point mérite une attention toute particulière, le patron retire sa plainte contre la section syndicale.

Après 2 jours d'occupation

En effet, il réclamait la bagatelle de 47 millions à la section CGT pour avoir animé une action sous forme de coulage des cadences en février dernier. Plainte était déposée. Grâce à cette grève de la semaine passée, elle n'a boutira jamais.

Cette victoire montre que même dans cette période où partout l'intransigence patronale est particulièrement forte, il est possible de faire reculer les patrons. Grâce à leur détermination, grâce aussi à une section syndicale très combative, les ouvriers de

la Craf'sac y sont parvenus.

F.M.

CALBERSON

(Rectificatif)

Dans le titre de l'article d'hier sur la lutte des manutentionnaires de chez Calberson, une malencontreuse erreur s'est glissée. Comme l'indique d'ailleurs l'article, c'est depuis le 1^{er} juin qu'ils sont en lutte, et non le 11.

C.C.R. Villefranche s/Saône

Riposte aux 170 licenciements

Après plusieurs semaines de chômage partiel, depuis 6 mois (une en janvier, une en février, deux prévues pour fin juin), la direction a décidé de licencier 170 travailleurs sur 370 (dont 135 ouvriers), pour le mois d'août 78. Pourtant, la productivité s'est accrue sans cesse, depuis plus d'un an : le personnel démissionnaire n'est pas remplacé, tous les intérimaires ont été supprimés en décembre 77, et le rythme de production reste élevé. Aussi, pour mettre la production au même niveau que les commandes, très faibles, la direction a décidé le licenciement d'un travailleur sur deux, sans garantir davantage l'emploi du personnel qui resterait. Dès l'annonce de cette mesure, vendredi 16, 6 h 30, l'ensemble des travailleurs, avec leurs sections syndicales CFDT et CGT, n'a pas repris le travail, et ce toute la matinée.

En assemblée générale deux décisions sont prises aussitôt : premièrement, une manifestation en ville et en direction des principales usines : Bonnet (fi-

liale Thomson Brandt), et Calor ; deuxièmement, un rassemblement le lundi 19 à la Bourse du travail pour envisager la poursuite de la lutte, l'ensemble du personnel chômant les deux dernières semaines de juin.

La manifestation, très combative scandait les mots d'ordre : « Non aux licenciements, du travail pour tous, on veut du boulot ». Lundi, le rassemblement des travailleurs n'a pu réellement déboucher sur des initiatives précises. Seul un projet de tract, pour populariser la lutte sur l'ensemble de Villefranche, a été décidé. Les travailleurs doivent se revoir ce jeudi, pour envisager la suite de l'action, dans les conditions difficiles qui sont celles de la boîte, avec en particulier le chômage partiel, et la proximité des vacances, et la popularisation, d'autant que tous les travailleurs de Villefranche sont concernés par la montée du chômage dans la ville.

Correspondant
Villefranche

Le PCF à l'œuvre

Depuis plus d'un mois, la section CFDT de l'usine dénonçait les menaces de licenciement et appelait les travailleurs à ne pas attendre pour se mobiliser : un rassemblement avait eu lieu sur cette question où une quarantaine de travailleurs avaient commencé une réflexion sur les moyens de lutte. Face à cela, le PCF, depuis la direction de la section CGT de l'usine, n'a pas cessé de dénoncer la section CFDT, n'hésitant pas à lancer des ragots de style : « La CFDT réclame des licenciements ! ». Au moment où les délégués CFDT ont posé clairement la question à la direction, les membres du PCF de la CGT n'ont pas hésité à prétendre que c'était la CFDT qui faisait courir des bruits de licenciements. La veille de l'annonce des 170 licenciements, lors de la diffusion d'un tract CFDT qui dénonçait l'interdiction par la direction d'un second rassemblement, (avec projection d'un film sur Lip), les délégués CGT ont pris à partie un militant CFDT : « Avec la Thomson, on peut s'attendre à tout : elle peut embaucher ! », refusant par

là de faire la moindre analyse.

Le soir de l'annonce des licenciements à la réunion du Comité d'entreprise, ces mêmes délégués déclaraient aux délégués CFDT : « Les ouvriers d'ici ne sont pas combattifs, d'ailleurs, ils auraient dû attendre la fin de la réunion, or il n'y a personne ».

Dès le lendemain matin, les travailleurs s'étaient mobilisés à 100 %. Un tract du PCF se terminait par : « Tous en lutte », sans aucune proposition. Nombreux étaient les travailleurs qui s'interrogeaient sur l'attitude de la direction CGT et du PCF quant à leurs ragots sur les militants CFDT.

Achetez le
Quotidien
du Peuple
chaque jour
dans le
même
kiosque

**abonnez-
vous
abonnez
vos amis**



LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement à :

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCR ml.
- Pékin Information.
- La Chine en construction.
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix :

Le tome V de Mao Tsé-toung.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un communiste (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Ma plume au service du prolétariat (Haoran).
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu, CFTD, CGT, FEN).
- La Commune de Paris (Lissagaray).
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)
- Salaire aux pièces
- L'électro-nucléaire. (CFTD)
- Nucléaire, danger immédiat.
- Les écoles rurales, quel avenir ?

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons.
- Viva la Vida, Carlos Andreou.
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaine.
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC.
- Au choix, disques chiliens : Checca Chile Resistencia
- Naussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants.
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

Sur présentation de la carte «abonné-ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml
- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois 120 F à la commande, puis 100 F et 50 F, échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages.

LUTTES OUVRIERES

MOULINEX : 5 USINES OCCUPÉES

● Chez Moulinex, le nombre d'usines occupées est passé à 5 : après Alençon, qui a été occupée dès jeudi midi, c'était le tour de Villaines la Juhel en Mayenne, vendredi soir.

Les usines de Caen, de Mamers et de Fresnay sur Sarthe sont maintenant occupées. A Argentan et à Mayenne, les débrayages se poursuivent.

Partout la même revendication : 400 F pour tous, le paiement des ponts entre les jours fériés, et la 5^e semaine de congés payés.

A Alençon, la journée de lundi a été un long face à face entre les grévistes qui bloquent les entrées, et la direction, entourée de ses cadres. Lundi, la direction diffusait un tract, dans lequel elle déclare se conformer strictement au jugement et attendre le respect rigoureux de la liberté du travail. En fait d'attente, elle a à plusieurs reprises fait donner la maîtrise contre le piquet de grève, pour essayer de forcer l'entrée, aux heures de prise du travail : le matin à 6 heures, et à 14 heures.

Elle comptait en fait entraîner les non-grévistes derrière la maîtrise, mais elle a fait chou blanc : les non-grévistes ont refusé, certains expliquant publiquement qu'ils

étaient d'accord avec les revendications mises en avant par les grévistes sur les salaires, les conditions de travail à la chaîne, même s'ils n'étaient pas eux-mêmes en lutte. C'est donc en vain qu'à 6 heures et 7 heures, M. Amelaine, au nom du directoire, somma nommément les délégués syndicaux de libérer les portes. Mardi matin, et alors que la nuit avait été assez calme, de nombreuses ouvrières sont venues renforcer le piquet dès 5 h 30, pour faire face à toute nouvelle tentative de coup de force.

L'extension de la lutte et des occupations dans les autres boîtes du groupe encourage les grévistes à tenir le coup. En principe, une manifestation est prévue pour jeudi, avec d'autres boîtes en lutte de



Le patron de Moulinex essayant, en vain, de faire reprendre le travail.

la région, comme Gaston Dreux à Mortagne.

L'USINE DE CAEN OCCUPÉE LUNDI

C'est l'usine de Caen qui avait donné le signal, début mai, par une série de débrayages. Avec ses 2 530 ouvriers, en majorité des femmes, l'usine de Cormelles-le-Royal, dans la banlieue caennaise, est une des plus im-

portantes. Et dès que l'occupation d'Alençon a été connue, l'usine de Caen en a fait de même : lundi matin, un meeting rassemblait quelques centaines de personnes, qui partaient aussitôt dans les ateliers en roulotte. Ils se trouvaient à plus de 1 000, devant les grilles, à 11 heures, pour décider l'occupation. L'équipe d'après-midi, arrivée à 14 heures, n'a pas pris le travail.

RENAULT

Cléon

LA DIRECTION TENTE D'INTIMIDER

456 ouvriers de Renault Cléon sont menacés de ne pas toucher la prime du mois de septembre : c'est ce que la direction a annoncé à la réunion du CE qui se tenait lundi. Motif : ces ouvriers ont été remarqués comme occupant l'entreprise, après que le tribunal en eut ordonné l'expulsion. Drôle de prétexte et aussi drôle de liste car les occupants étaient sans doute bien plus nombreux, par roulement, que ces 456. Par ailleurs, la

direction semble bien vouloir utiliser une action de sabotage qui s'est déroulée samedi sur le parking. En effet, une partie de ceux qui travaillent pour rattraper le retard de la grève ont eu la mauvaise surprise de retrouver leurs pneus de voitures ou mobylettes crevés. Nul ne sait qui a fait le coup de main, mais des ouvriers ne cachent pas leur désaccord avec cette «action». «Je ne les plains pas, mais ce n'est pas une chose à faire, ce

n'est pas ainsi qu'on les convaincra» entendait-on dire. Qui en effet a intérêt à dresser les non-grévistes contre les grévistes, contre les «gauchistes» ? On le voit, la direction fait feux de tout bois pour prendre sa revanche. Surtout qu'elle semble rencontrer des difficultés pour rattraper le retard. Pour cela, elle a embauché une dizaine d'intérimaires supplémentaires rien que par Bis. 2 d'entre eux, rencontrés sur la route, ne cachent pas

leur déception : «On est payé un peu plus de 11 F de l'heure, alors que Renault donne 50 ou 60 F à l'agence».

«Bis nous amène le matin, mais le soir il faut se débrouiller pour rentrer chez nous, ils ne nous ont même pas prévenus des horaires de quart dans l'usine, on prend ça car on ne trouve rien d'autre dans la région. Même dans ces conditions de chômage, Bis a beaucoup de mal à trouver des gars qui acceptent de travailler à la Régie». Elle propose toute une série de possibilités pour satisfaire les commandes de R 18 en retard, notamment de travailler le samedi et le dimanche, de travailler les jours de congés pour ancienneté, ou même une semaine pendant les vacances ! Ces «propositions» assorties de menaces en direction de certains grévistes : «Tu avais une promotion en vue, maintenant elle s'éloigne», sous entendu : «Tu peux peut-être te rattraper en te défonçant pour regagner le temps de production perdu».

C'est faire comme si les ouvriers de Cléon étaient démoralisés. Mauvais calcul car, si la grève n'a pas connu le succès revendicatif recherché, il se confirme de plus en plus que les grévistes de Cléon ne sont pas rentrés vaincus. Nombreux sont ceux qui discutent à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine afin de tirer toutes les leçons de la grève et être prêts pour l'offensive qui se prépare à l'automne.

François MARCHADIER

Flins

9 000 LOCK-OUTÉS

La direction dans l'embarras

«Il n'est pas question de lever l'occupation» ont confirmé ce mardi matin les ouvriers de l'atelier des presses, en réponse au nouveau chantage exercé par la direction avec le lock-out des 9 000 ouvriers travaillant aux chaînes de montage. Ils répondaient ainsi du même coup au tribunal de Versailles qui, sous couvert de maintenir la balance égale, enjoignait à la direction de négocier, et aux ouvriers de lever l'occupation.

«La direction de Flins s'est mise dans une position difficile. Si elle veut faire redémarrer la production, il faut qu'elle fasse intervenir à nouveau la police aux presses. Et

il faudrait que les flics restent dans la boîte pour que ça ne recommence pas. Or, ça m'étonnerait fort que les gars acceptent de travailler avec la police dans le dos. Et la direction le sait», nous expliquait un syndicaliste contacté mardi matin.

La riposte au lock-out est à l'ordre du jour. Celui-ci touche principalement les unités travaillant au montage, sur les chaînes, à l'exception des professionnels de l'entretien. Cependant le service de cars qui draine les ouvriers dans toute la région était assuré mardi, et devait l'être aussi mercredi. Aussi les syndicats ont-ils appelé les ouvriers lock-outés à venir quand même, de façon à engager

la riposte. Celle-ci devait commencer dès mardi midi, avec le débrayage des unités du matin, prévu jusqu'à 14 heures, pour la jonction des deux équipes.

De 15 heures à 17 heures, débrayage des unités de l'après-midi. La riposte au lock-out dépendra en grande partie de la mobilisation des ouvriers mis au chômage. La direction, en leur supprimant tout salaire pendant le lock-out, compte les monter contre les grévistes des presses, et briser ainsi l'extraordinaire combativité des occupants. Si la manœuvre échoue, si les lock-outés se solidarisent activement avec ceux des presses, les choses prendront une toute autre tournure.

ARSENAUX, LUNDI: 5 000 DANS LES RUES DE BREST

Les travailleurs de l' Arsenal se sont retrouvés à l'heure habituelle dans leur environnement quotidien : d'immenses grues, des navires à quai, des coques en réparation ou en voie d'achèvement... Mais ça n'était pas pour la reprise du travail. Aujourd'hui encore, les grues seront immobiles ; le silence des machines se fera entendre.

Lundi matin, en attendant la manif de 10 heures, le moment était à la discussion. Les plus déterminés, l'immense majorité, mettaient à profit le temps libre pour balayer les quelques «flottements» apparus lors de ce trop long week-end. Un militant CFDT du Bassin 10 nous déclare d'ailleurs : «*Pendant le week-end, on aurait dû faire des manifs ou des actions ; deux jours sans rien, c'est trop long.*» Les «flottements» balayés, la leçon sera tirée pour le week-end prochain, car la grève s'installe à l'Arsenal pour un mouvement dont les travailleurs disent qu'il «*sera long et dur.*» La manif, partie à 10 h 30 de la Porte Jean Bart, exprimait la combativité et la détermination de l'ensem-



ble des travailleurs. Près de 5 000 d'entre eux s'étaient regroupés sous les banderoles des différents ateliers, et on remarquait encore ceux de la base aéronavale de Landivisiau ainsi que ceux des hôpitaux militaires. Des chansons ironiques à l'égard de Barre montaient des rangs tandis que les mots d'ordre : «*Respectez nos décrets*» et «*Giscard-Barre, y'en a marre !*», demeurent toujours les plus scandés et les plus énergiques. La

ville de Brest a résonné de leur écho dans ses grandes artères, notamment la rue de Siam. Avant la dissolution devant la permanence de Brest, député PR, les prises de parole eurent lieu, faisant le point de la situation dans les autres arsenaux, rappelant les revendications et invitant les militants syndicaux à des réunions pour l'après-midi. Là-aussi les travailleurs, par l'unité syndicale, ont réussi à imposer cette ma-

nifestation en ville aux directions syndicales. Ils voulaient montrer par là que la lutte existait et continuait avec autant de détermination qu'au premier jour. Les directions syndicales, réunies en intersyndicale dans la soirée de lundi, devront sans nul doute tenir compte des exigences des travailleurs. Une nouvelle manifestation dans le centre ville est aussi prévue en début d'après-midi de la journée de mardi.

Pierre CHÂTEL

Avec les ouvriers du Bassin 10 LA COMBATIVITÉ EST FORTE

Les premiers de l'Arsenal de Brest à entrer en lutte, avec détermination, et combativité, les travailleurs du bassin 10, se trouvent au premier plan. Ils contestent cependant avec modestie le rôle de leader qu'on leur fait jouer. Ils nous ont parlé de leur lutte.

Au bassin 10, l'unité et la solidarité se sont développés dès la grève victorieuse menée en 74 pour une prime de contrainte uniforme, prime qu'ils avaient obtenue en 7 jours de lutte. Ce qui contribue à leur force, c'est leur embauche commune, ils étaient 800 la même année pour travailler sur les sous-marins nucléaires, les mêmes conditions de travail, le même avenir morose. La mobilisation n'a pas cessé, mais, ils contestaient «*les fédérations syndicales et leur mot d'ordre de grève de 24 h, qui n'était pas suffisamment dur pour faire céder le gouvernement.*»

Ils regrettent aussi que certaines organisations politiques se servent des syndicats et des luttes pour leurs propres intérêts. Ce qui a changé cette année, c'est la fin du Programme commun, de l'échéance électorale. Pour les travailleurs du bassin 10, la mobilisation s'est développée après les élections. Cette lutte c'est «*le déclic*» de la grève. Il a été provoqué par la «*désinvolture du gouvernement*» qui les traite avec mépris, leur disant «*qu'ils sont favorisés par rapport aux autres*», n'hésitant pas à remettre en cause les acquis que les travailleurs ont arrachés de haute lutte. Ainsi de l'ensemble des revendications : «*L'intégration au statut des temporaires, la révision des classifications, le retour aux 40 heures sans diminution de salaire, et une prime annuelle uniforme pour tous*», l'application des décrets 51 et 73 reste principale. Les jeunes ne veulent pas laisser tomber ce

que les anciens ont arraché par une lutte particulièrement dure. Laisser tomber les décrets ce serait trahir les anciens, leur lutte. Aussi, l'unité et la riposte ont été immédiates lorsqu'ils ont appris que les salaires et les décrets, suspendus l'an dernier, ne seraient pas réexaminés : «*On n'a pas attendu 1/4 d'heure ; le temps de ramasser la caisse, on se réunissait et décidait de partir en grève illimitée ! On avait pleinement conscience que ce serait une lutte longue et dure, mais pour les décrets, on est prêts à faire de gros sacrifices et à se priver de vacances.*»

Cette unité s'est créée dans tous les ateliers, et les travailleurs ont pu l'imposer aux directions syndicales, parce que les anciens de 51 souvent syndiqués CGT et adhérents PCF ont montré leur révolte contre les réticences et le défaitisme que certains dirigeants montraient à en-

trer dans la lutte. L'action à la base, elle demeure le moteur : «*Ça marchait tout seul, 95 % de grévistes sur l'ensemble de l'arsenal, et la combativité est forte, il n'y a pas de problèmes.*»

Mais si la lutte doit durer, il faut selon eux «*envisager un durcissement de l'action*». La présence des flics à l'intérieur de l'arsenal constitue une menace permanente contre leur lutte. Pour éviter tout prétexte à une évacuation, ils renforcent la discipline et l'unité. Pour eux, il faut maintenir et durcir les luttes à l'intérieur de l'arsenal, tout en envisageant dès maintenant des actions pour le cas où ils se verraient évacués. Ainsi, la mise en place de piquets de grève, proposition qui n'est pas encore retenue, était cependant largement discutée. On essaye aussi de joindre les travailleurs des nombreuses entreprises sous-traitantes, pour les rallier à la lutte.

Mircour (Vosges)

Manifestation à l'initiative des ouvriers de la manufacture de meubles

Mardi à 11 heures, suite à une réunion d'information dans la cour de l'entreprise, ceux de la manufacture Vosgienne des Meubles, sont entrés en grève. Ce sont les jeunes, OS, les travailleurs immigrés, sous payés, qui sont à l'origine de la vigueur du mouvement. Sur les 1 500 que compte la boîte de Jean-Paul Parison, 70 % sont des femmes et 65 % ne gagnent pas 1 900 F par mois. Côtés syndicats : CGT, CFDT, FO demandaient une augmentation de 10 %, une prime de vacances de 250 F et une prime de Noël de 300 F. Malgré le fait que des piquets de grève, 24 heures sur 24 empêchent tout camion de rentrer ou de sortir de l'usine, la direction reste intransigeante. La situation semblait bloquée. Dimanche 18, plusieurs centaines de travailleurs manifestent dans la ville de Mircour. Dans cette ville, c'est le plus grand rassemblement depuis 1966. Même en 1968, le mouvement n'avait pas connu cette ampleur. Mais cette initiative arrive un peu tard. Il se manifeste un soutien des unions locales et départementales de Contrexeville et de Vittel, par l'in-

termédiaire de leurs permanents. Lundi 19, les travailleurs toujours en grève, rassemblés attendent le résultat des négociations. Ces propos des syndicats sont significatifs : «*Il faut repartir la tête haute, les propositions de la direction vont permettre de débloquer la situation.*» En fin d'après-midi, grand accord de 7 % d'augmentation échelonnés en 3 étapes jusqu'en octobre, et 2 primes de 120 F en juillet et décembre. On est loin du compte et des aspirations des travailleurs. Les organisations syndicales imposent un vote secret. Les travailleurs rechignent, plusieurs dizaines de jeunes refusent le vote et quittent l'enceinte de l'usine. Finalement, les responsables syndicaux seront encore surpris. Une majorité de 200 contre 107 se prononce pour la poursuite de la grève. Malgré cela, les directions syndicales vont rencontrer une nouvelle fois la direction signant un protocole d'accord qui ne contient rien de nouveau sinon l'appel des organisations syndicales adressé aux travailleurs à s'organiser dans l'entreprise, à reprendre la tête haute car les résultats sont «*non négligeables*» !

Henkel (Reims)

Grève depuis une semaine

Mercredi 14 juin, les travailleurs de Henkel entrent en lutte.

Jeudi 15 à 18 h 30, quelques dizaines de flics chargent brutalement les piquets de grève faisant trois blessés chez les grévistes. Face aux revendications des travailleurs :

- 5^e semaine de congés,
- augmentation des bas salaires,
- embauche des intérimaires, etc.

la direction a une attitude provocatrice : horaires portés à 6 jours par semaine pour l'équipe du matin, propos du directeur à son encadrement : «*Les gars de plus de 50 ans sont des parasites*», agissements de des nervis de la CFTC qui, jusqu'au jour de l'assassinat de Pierre Maître, avaient leur carte CFT (c'est toujours là qu'apparemment ils prennent leurs ordres). Jeudi dernier, le

patron refuse de payer un acompte. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

A l'appel de la section CGT, c'est à 80 % qu'ils décident la grève.

Aussitôt après l'intervention des flics, le piquet est reformé et bloqué complètement les portes.

Henkel Salon se joint au mouvement lundi matin.

Dans la matinée de lundi, la direction accepte de négocier à condition que l'usine soit ouverte à ceux qui veulent travailler. Les délégués acceptent. A 14 h lundi, les grévistes sont devant la grille et laissent passer ceux qui le désirent... en pointant soigneusement la vingtaine de personnes qui entrent, principalement des cadres.

Ceux de Henkel sont bien décidés à mener la lutte jusqu'au bout.

Correspondant

Coordination des comités anti-nucléaires de la région Ile de France

COMMUNIQUE

La coordination des comités anti-nucléaires de la région Ile de France organise du 10 au 20 juin une dizaine d'animations décentralisées (réunions-débats, fêtes champêtres, animation de rues et de marchés, bals...) dans les arrondissements de Paris et les communes de la région.

Cette campagne s'achèvera par une soirée régionale à la Mutualité le 20 juin sur le thème : «Nucléaire, faisons le point», au profit des luttes anti-nucléaires (groupements fonciers agricoles, procès, recours en justice...). Cette soirée fera alterner interventions d'écologistes (René Dumont), des représentants des différents mouvements régionaux - CANA (Achères-Région parisienne), C.R.I.L.A.N. (La Hague-Flamanville), comités Malville locaux (Rhône-Alpes), Ecologie et Survie (Alsace) - et animations musicales (Carlos Andreu, Pierre Rensusan, Font et Val, et bien d'autres...).

A ce jour, soutiennent et participent à ces actions : Association pour la protection contre les rayons ionisants (APRI), comité Opumara (Tahiti), HELP, La Gueule Ouverte/Combat non violent, Les Amis de la Terre, Le Pigeon Voyageur, Mouvement pour une Alternative non-violente (MAN), Mouvement Ecologique, Paris Ecologie, Que Choisir, Syndicat des Correcteurs CGT, et le Groupement des Scientifiques pour l'Information sur l'Energie Nucléaire (GSIEN).

INCENDIE DANS UN VILLAGE DE SAVOIE

Lundi soir, le feu a pris dans une grange d'un petit village de Savoie. Faisons-sur-lsère, près d'Albertville. Très vite, il a pris de l'ampleur et détruit une quinzaine de maisons dans la nuit. Il n'y a pas de victimes, mais une quinzaine de familles qui se retrouvent à la rue en pleine nuit.

PÊCHEURS EN COLERE

Le port de La Rochelle était bloqué lundi par les pêcheurs. Les petits patrons pêcheurs ont déposé leur rôle pour protester contre un nouveau décret sur la pêche côtière augmentant la taille minimale de prise des poissons.

Lutte à l'hôpital psychiatrique de Sotteville-les-Rouen

CONTRE LA REPRESSION DES SOIGNANTS ET DES INTERNES

■ Christian, travailleur stagiaire, est victime d'une procédure de licenciement à l'hôpital psychiatrique de Rouen. Un cas flagrant de répression qui s'exerce dans le cadre d'une politique répressive plus générale dans l'entreprise.

«Licenciement : colère !». Dans un texte élaboré par

Intimidations, brutalités, le directeur de l'hôpital de Sotteville est décidément partisan des «méthodes fortes» avec les stagiaires. S'ils sont malades trop longtemps à son gré, c'est le licenciement. Si leur habillement est jugé «incorrect», c'est la sanction. Si on ne veut pas d'eux comme titulaires, on peut les empêcher de passer le diplôme !

Le 21 février dernier, personne n'écoute le cours d'administration, passablement creux et servi sur un ton monocorde. Le directeur décide d'engager des actions disciplinaires contre trois stagiaires et exige le licenciement de l'un d'entre eux, accusé d'avoir «orchestré un brouhaha général». Licenciement confirmé par le conseil de discipline qui donnera un avis définitif le 29 juin.

Les stagiaires ripostent en boycottant à plus de 80

une journée de cours.

LA CRITIQUE DE LA PSYCHIATRIE

L'institution psychiatrique se donne comme finalité proclamée, la réinsertion des hospitalisés : ce qui revient théoriquement à combattre toute méthode qui vise à exclure et isoler encore plus l'hospitalisé. Exclu de son milieu social, le psychiatisé est rendu dépendant du médecin, de ses «drogues», de ses habitudes, par diverses méthodes, comme l'indique «Licenciement : colère» :

1) Ce sera la nosographie qui, en classifiant les individus, séparera le normal du pathologique : pour enfermer l'individu dans une «maladie», réduire cet individu à «sa maladie» (à son étiquette).

Ainsi :
- tous ses comporte-

ments seront analysés comme venant de «sa» pathologie.
- Il sera dépossédé de sa propre réalité d'être en mouvement ; d'où son état de dépendance par rapport au pouvoir médical qui le dépossède.

- Il «vivre» et sera vécu comme un objet : utilisable à merci.
2) Ce sera, contre toute légalité, de l'empêcher de communiquer à l'extérieur :

- Détournement et censure du courrier.
- Difficultés pour téléphoner et recevoir des communications.
- Interdictions fréquentes de sortie.

- Interdiction de certaines visites.
Ce qui le coupe des relations sociales qu'il pouvait avoir avant son internement et le réduit à vivre comme un «bon» sujet.

3) Ce sera l'impossibilité pour lui, de construire une

vie sociale avec les soignants les autres internés. Chaque groupe d'individus étant enfermé par l'institution, dans une fonction qu'il ne peut contourner.

Par la division entre :
- normal et pathologique
- soignant et soigné
- récupérable et irrécupérable
- «admis» et «chronique», etc.

Ce qui réduira la plupart du temps les rapports entre travailleurs (soignés et soignants) à des rapports d'assistance et de violence. Cette dernière se trouvant ainsi institutionnalisée.

Ne connaissant rien de son dossier, de son traitement, de ses droits, il est «dépossédé de son présent et de son avenir» et soumis au bon vouloir de l'équipe soignante. Poussant plus avant leur réflexion, les travailleurs de Rouen montrent qu'il est incompatible de parler de réinsertion sociale et de transformer l'interné en malade, en irresponsable. Cette réinsertion est du reste pour l'essentiel une fiction, car la grande majorité des «réinsérés» revient tôt ou tard à l'hôpital psychiatrique !

UNE DÉMARCHE DOUBLE

Autour de toutes ces questions, un large débat s'est ouvert à Rouen, un débat que la direction ne peut tolérer, car il remet en cause l'institution psychiatrique de la bourgeoisie. Pour le briser, elle s'appuie sur la hiérarchie, sur une formation qui cantonne l'infirmier au rôle de technicien pseudo-scientifique, sur une répression ouverte pour ceux à qui cela ne suffit pas...

La démarche des hospitaliers de Rouen est double : ils critiquent l'institution, et remettent en cause les directions syndicales qui n'ont pas impulsé une mobilisation large dans l'entreprise, se bornant à multiplier les entrevues avec la direction : «On ne règle pas un débat sur la finalité de notre travail en empêchant par le licenciement qu'un travailleur continue à y prendre part». Cet avertissement qu'ils lancent à la direction commence à être entendu : depuis le 16 juin, elle a reculé en réintégrant provisoirement Christian. La lutte continue.

Pierre PUJOL

Après Gerstheim

EDF MANOEUVRE A MARLENHEIM

RPR CONTRE UDF, LA DEUXIEME MANCHE SE JOUE AUSSI AU PURIN

La rivalité entre UDF et RPR bat son plein du côté de Marlenheim : au lendemain du second tour des législatives, l'UDF en la personne de Muller, maire centriste de Marlenheim, emporte le siège contre Osterman, RPR et conseiller général.

A peine élu, Muller claironne qu'avec lui, ce ne sera pas comme avant, c'est-à-dire comme avec le RPR. Il déclare : «Si le poste d'interconnexion d'EDF avait quelque chose à voir avec le nucléaire, je le refuserais».

Les élections passées, sa résolution anti-nucléaire a fondu comme neige au soleil du 15 août. En présence de l'EDF, d'un représentant du préfet, Muller et Osterman avouent n'être pas opposés au poste de Marlenheim.

Le soir même, la soeur d'Osterman prévient les jeunes agriculteurs mécontents. Et le lendemain, Osterman en personne parade à la tête d'une manifestation de deux cents tracteurs qui bloquent la RN 4 !

La maison de Muller est arrosée par 3 000 litres de purin de porc. Osterman se frotte les mains : le poste de conseiller général se joue aux voix en mars 79 et Muller comptait bien se représenter contre Osterman.

Le match RPR-UDF continue...

Après Gerstheim, Marlenheim. Depuis longtemps, EDF cherche un site pour installer un gros transformateur. Dès 19/3, date du projet, EDF obtient un accord de principe du maire centriste de Marlenheim qui, de surcroît, accepte en tant que vice-président de la Chambre d'Agriculture et ce, sans consulter les paysans... Entre Noël 75 et début 76, une enquête d'utilité publique est ouverte dans la plus grande discrétion. Tout allait pour le mieux pour EDF, ce qui l'arrangeait bien, deux communes avoisinantes ayant déjà refusé le transformateur...

Malheureusement pour elle, un plan sorti fort à propos des cartons du ministère de l'Équipement atterrit dans les colonnes du journal écologique alsacien U'ssm Follik. Le pot aux



Manifestation à Marlenheim.

roses est révélé : ce transformateur est en réalité une pièce indispensable au réseau nucléaire dans le Bas-Rhin ! Quatre centrales devant être construites en Alsace à la fin de ce siècle (Marckolsheim, Gerstheim, Sundhouse, Lauterbourg), la production d'électricité alsacienne sera excédentaire. La production sera acheminée vers Paris en passant par ce transformateur. A cette fin des couloirs de ligne très haute tension (jusqu'à 100 mètres de large), convergeront vers Marlenheim. Outre les nuisances des lignes, le transformateur occupera 15 à 25 hectares de terres ! Les agri-

culteurs s'inquiètent. Les jeunes du CDJA, exclus de toute information, décident de manifester pour protester contre toutes ces manoeuvres. La RN 4 est bloquée pendant deux heures 200 tracteurs. Le 21 mai se crée le comité d'information et de défense de Marlenheim. Acculée par ces actions, l'EDF a été obligée de révéler le détail de la première tranche de travaux. Mais ceci est insuffisant, estiment les paysans de Marlenheim. Le comité de défense a appelé le 26 juin à une grande réunion d'information à laquelle les représentants d'EDF sont conviés, pour qu'ils s'expliquent enfin en public !

Francfort

● LA POLICE PROTEGE UN MEETING FASCISTE

● LES ANTI-FASCISTES IMPOSENT SON INTERDICTION

Plusieurs milliers de manifestants anti-fascistes ont réussi, samedi dernier à Francfort, à empêcher un rassemblement fasciste que les autorités, bien qu'avec une certaine gêne, s'étaient décidées à tolérer (et à faire protéger massivement par les forces de l'ordre). Le NPD, parti néo-nazi, avait en effet appelé à une manifestation nationale au centre de Francfort pour célébrer le 17 juin, «*jour d'unité nationale*». Après plusieurs heures d'affrontements entre les manifestants anti-fascistes et la police qui est intervenue de façon extrêmement brutale, les anti-fascistes ont eu gain de cause : les fascistes ont dû se retirer, leur meeting n'a pu se tenir.

LA SIGNIFICATION DU 17 JUIN

Le 17 juin, jour anniversaire de la révolte d'ouvriers est-allemands en 1953, a longtemps été célébré comme fête nationale par la bourgeoisie ouest-allemande qui, sous le couvert des «*aspirations du peuple allemand à l'unité nationale*» s'en était servi pour camoufler sa politique revancharde et réactionnaire et pour détourner l'attention des masses populaires de ses menées im-

périalistes. Aujourd'hui, c'est l'extrême-droite qui s'empara de cette journée, les partis bourgeois au pouvoir ayant abandonné la référence, même formelle, à une réunification proche — Scheel ne s'est-il pas contenté dans son allocution devant le Bundestag samedi dernier de parler, en termes extrêmement vagues d'un «*sensiment d'appartenance commune au peuple allemand*» et de l'unité qu'il s'agirait de «*créer d'abord en nous-mêmes.*» Pour le parti néo-

nazi NPD, il s'agit bien, cependant, de conserver à cette «*fête*» tout son contenu revancharde et réactionnaire et d'y ajouter en même temps la provocation que représente l'appel à un meeting fasciste pour les masses antifascistes.

Cette provocation, les organisations démocratiques, antifascistes et révolutionnaires qui se sont regroupées dans une «*unité anti-fasciste*», n'entendent pourtant pas la tolérer. Et alors que samedi matin, les fascistes érigent leurs tribunes pour leurs orateurs et invités d'honneur devant le Römer, l'Hôtel de Ville de Francfort, les forces antifascistes commencent à se rassembler dans le centre de Francfort regroupant finalement entre 6 à 8 000 personnes qui se dirigent en partie vers le lieu de rassemblement des fascis-

tes. C'est à ce moment que la police intervient pour protéger le meeting fasciste, avec une brutalité extrême. Matraquages, charges de canon à eau, au moins 63 blessés du côté des manifestants, plusieurs arrestations. Selon les déclarations de la police, 23 policiers ont été blessés. Les manifestants décidés jusque-là à empêcher le meeting fasciste par une contre-manifestation pacifique, répliquent en érigeant des barricades, en lançant des pierres. Devant l'importance des incidents, la police demande finalement aux 4 000 fascistes réunis de se retirer.

L'incontestable succès des manifestants anti-fascistes est dû en grande partie à une vigilance accrue des milieux d'extrême-gauche et de tout un mouvement populaire. En effet, si l'on ne peut pas proprement parler d'un danger fasciste en RFA, il est néanmoins vrai que les activités néo-nazies se multiplient : meetings de propagande, manifestations, attaques armées contre les forces démocratiques et antifascistes. Alors que la bourgeoisie tolère et minimise les menées fascistes ; elle s'en prend plutôt aux antifascistes qu'aux fascistes. C'est le cas à Hambourg par exemple, où deux jeunes travailleurs antifascistes se voient mis sur le banc des accusés pour être intervenus contre une manifestation néonazie. Les anti-fascistes sont décidés à ne pas laisser passer, ne seraient-ce que les débuts d'un renouveau fasciste. «*Contre le fascisme, le revancharisme, et la réaction ! Plus jamais le fascisme !*» Tels sont leurs mots d'ordre.

Anne RHEIN

Manifestants antifascistes contre policiers.



Des enfants dans les prisons de Vorster

«*Crimes abominables*», tel est le commentaire de la commission internationale des juristes qui vient de publier un rapport à Genève, sur les prisons en Afrique du Sud. En effet, depuis le soulèvement de Soweto, le nombre d'enfants âgés d'une dizaine d'années enfermés en prison n'a cessé d'augmenter. Ils sont accusés de «*terrorisme*». Les juristes dénoncent particulièrement les conditions d'isolement appliquées à ces enfants, utilisées comme une torture mentale particulièrement odieuse.

Trois militants espagnols risquent l'expulsion

Après la récente expulsion d'un membre de l'ETA, livré à la police espagnole, ce sont trois militants espagnols accusés d'appartenir au FRAP (organisation

interdite en France par un arrêté ministériel du 9 mars 76) qui risquent à leur tour d'être extradés vers l'Espagne. L'accusation repose uniquement sur des tracts et affiches du FRAP découverts à leur domicile, ainsi qu'une ronéo.

Iran : la journée de deuil national de samedi :

Samedi dernier, s'est déroulée une journée de deuil national dans de nombreuses villes d'Iran pour célébrer les manifestations de Qom où plusieurs dizaines de personnes avaient été tuées par l'armée et la police. La journée de samedi s'est déroulée pacifiquement, selon le vœu des organisateurs. Les bazars sont restés fermés tandis que la police dispersait les attroupements et faisait circuler les passants autour des mosquées. L'ayatollah Khomeini, dirigeant de l'opposition religieuse réfugié en Irak, a lancé un appel au peuple iranien où il annonce qu'il prendra les armes pour renverser le régime du Shah.

Montrouge : la fête municipale, ses flics et leurs matraques

Ah ! Les charmes discrets des fêtes municipales... leurs courses de lévriers, leurs tournois de bridge, leurs musiques «*folkloriques*» de régions qu'on assassine, leurs majorettes-marionnettes-femmes objets, leur reine-esclave, corps-marchandise à balader, leurs hauts-parleurs vomissant Sardou... publicité...

«*La civilisation des loisirs*... qu'ils osent appeler ça !!! Le loisir ? Ce qui reste quand on a tout payé ! Un peu de temps en miettes... Métro-dodo-boulot ! Un peu de temps pourri par la fatigue... La fête des carriés à Montrouge... Une «*trêve*» décrétée par Ginoux pour redorer son blason de vieux maire réac, et pour le plus grand profit des marques publicitaires.

Nous, on voulait faire la fête autrement, exprimer que pour nous, la fête n'est pas coupée des luttes que nous menons quotidiennement et qu'elle n'a rien à voir avec «*la fête*» prestige de Ginoux.

Il y avait là le groupe «*Femmes en lutte*» de Montrouge, le COBA, le petit montrougien en colère et radio libre banlieue Sud.

On n'était pas méchants. On avait un chouette char à la cavalcade du dimanche après-midi, avec des ballons des banderoles avec des peintures sur la marée noire, l'oppression des femmes, la coupe du monde, des copains étaient déguisés, maquillés. On avait de la musique aussi qui passait à la sono de la camionnette : Anne Sylvestre, Gilles Servat, Lavilliers, une autre chanson, une chanson qui parle de nous, de nos joies, de nos luttes. Nous avions l'intention de nous mettre à la fin du cortège derrière le char de la reine. En attendant, les copains du COBA simulaient un match de foot, version camp de concentration en Argentine. Le commentateur à la sono : «*Passé au centre, vas-y l'aillier, mais... tiens, tiens, tiens, qui c'est ceux-là... mais pourquoi ils sont armés ?? Oh, mais qu'est-ce qu'ils font, mais ils les matraquent*». Match de foot entre tortionnaires et torturés...

On n'est jamais passé derrière la reine. Les flics sont arrivés. Il paraît qu'on n'avait pas le droit d'être là dans la rue, il paraît qu'on gênait. On gênait tellement qu'ils ont dû arrêter la cavalcade pour laisser passer les cars, un car, deux cars, trois cars, une trentaine de flics...

On a reçu des coups de matraque. «*Liberté d'expression*» criait-on sur les trottoirs... Re-coups de matraque. Sur les trottoirs il y en avait qui voulaient nous envoyer en Argentine. «*La justice ? Connais pas*» disaient certains ; d'autres qui se joignaient à nous reprenaient nos slogans. Une femme qui criait avec nous «*majorettes-marionnettes, non à la femme-objet !*» s'est fait molester. «*Vas-donc avec eux*» disait le flic. Bref, la fête s'anime, des débats trop animés au goût des organisateurs et des flics. Largement conspués par la foule, les flics en bouquet final nous ont jetés (au sens propre) dans les cars.

On s'est retrouvés à une vingtaine au commissariat. La plaisanterie a continué, trois heures bouclés dans une cellule... Oh pardon, dans deux cellules, les filles d'un côté, les garçons de l'autre. Malgré les intimidations, copains menacés d'inculpation pour coups et blessures, port d'armes (une carabine à air comprimé et une pince multiple servant au sketch du COBA), on chantait, on criait des slogans. Le dernier relâché, on s'est tous retrouvés chez un copain pour décider de la riposte à organiser.

Lundi 19 juin, un tract d'information était distribué sur Montrouge appelant à une réunion pour étendre la mobilisation.

L'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques sont invitées à se rencontrer jeudi 22 juin pour élaborer une protestation commune contre cette atteinte à la liberté d'expression.

Communiqué par :
Le groupe «*Femmes en lutte*» de Montrouge
Le COBA de Montrouge,
Le Petit Montrougien en colère (journal local de contre-information)
Radio libre banlieue Sud

Saccage du bureau de la rédaction de «*Demain l'Afrique*»

Les locaux du journal *Demain l'Afrique* ont été saccagés dans la nuit de vendredi à samedi. Un groupe s'est introduit par un escalier de secours. Les membres du commando se sont acharnés sur les bureaux des journalistes, qui ont été fouillés de fond en comble ; les tiroirs fermés à clef ont été forcés. Du matériel de documentation a disparu, en particulier un document confidentiel rendu public récemment par cette revue (il s'agit du plan belge de réorganisation du Zaïre).

Pour les responsables de la revue, il ne fait aucun doute que le vol n'est pas le mobile de cette action. Le commando a laissé en place les magnétophones, machines à écrire, etc... Depuis le saccage des locaux du journal *Jeune Afrique, Demain l'Afrique*, avait reçu des menaces téléphoniques.

A l'heure actuelle, personne n'a revendiqué cette action

INTERNATIONAL

Liban : les phalangistes tentent d'encercler les positions des casques bleus

Les casques bleus n'ont toujours pas pu pénétrer dans la zone évacuée par Israël car les phalangistes leur en interdisent l'accès.

Les quelques positions tenues par eux sont assiégées par les fascistes libanais qui vont jusqu'à tirer sur les casques bleus pour empêcher leur ravitaillement. Le Mouvement National Libanais dénonçant l'attitude des chefs de la milice fasciste libanaise, a demandé l'éviction des deux traîtres : Haddad et Chidiac qui, bien qu'étant des officiers de l'armée libanaise, refusent d'obéir aux ordres de l'état-major de Beyrouth qui leur enjoint de regagner leur caserne et de livrer leurs positions aux casques bleus de l'ONU. D'autre part, Yasser Arafat, parlant du faux retrait sioniste du Sud-Liban, a déclaré lors d'un meeting à Beyrouth : « Je n'estime pas qu'il y ait eu un retrait israélien. Cette opération n'a été qu'un transfert des positions par des sionistes de l'extérieur à des sionistes de l'intérieur. »

L'OPEP poursuit son «gel» des prix

La réunion de Genève des ministres des pays exportateurs de pétrole s'est finie sans que soit décidé un réajustement des prix du pétrole brut. Celui-ci restera à 12,7 dollars le baril de 160 litres, prix déjà pratiqué au premier juillet 77. Ce qui chiffre le litre de pétrole vendu en France à 50 centimes. L'Arabie saoudite, qui détient les plus importantes réserves et extrait journalièrement le plus gros tonnage, était opposée à une hausse. L'Algérie, l'Irak et le Venezuela ont souligné qu'en dollars constants, le prix du pétrole serait bientôt revenu à son niveau de 73. En effet le pétrole est payé en dollars, monnaie dont on sait qu'elle ne cesse de dévaluer depuis 1972, le phénomène s'étant encore accentué ces derniers temps.

Un fait que Giscard d'Estaing et son économiste de choc se sont bien gardés de mentionner, lors de leurs récents couplets sur l'ébranlement des économies occidentales dû au quintuplement des prix du pétrole en 73.

La piste noire passe par Paris

Ils comptaient venir à une centaine, avec des anciens véhicules militaires allemands, des chemises noires ornées de têtes de mort et des casques nazis. Quelques uns étaient venus préparer la «fête», dans le village de Blandy-les-Tours, dont les habitants avaient failli connaître le même sort que ceux d'Oradour sur Glane. Les habitants de Blandy, qui n'ont pas oublié, ont réagi, et le maire a pris un arrêté d'expulsion contre ces groupes «ayant adopté divers éléments philosophiques ou symboliques ressemblant à ceux des hitlériens».

Une réunion moins symbolique, mais plus dangereuse est prévue à Paris le 27 juin à la Mutualité. Le PFN, qui vient de tenir son congrès (où il s'est assuré les services de Tixier-Vignancourt) compte inviter ses homologues néofascistes du MSI italien, et son pendant franquiste espagnol, «Fuerza Nueva», dont le dirigeant Blas Pinar avait organisé le massacre des avocats espagnols en février 77.

L'intransigeance de Begin soutenue par la Knesset

«Oui dans la forme, non sur le fond». C'est ainsi que les journaux israéliens commentaient la réponse de Begin à Carter. La volonté des dirigeants sionistes de ne rien céder sur les territoires occupés ni la bande de Gaza a été confirmée par la déclaration à la Knesset de Moshe Dayan, toujours ministre de la Défense : «Nous considérons que le régime d'autonomie administrative est le statut définitif de la Judée, de la Samarie et de Gaza. Ce n'est pas un arrangement provisoire qui sera, terminé automatiquement, disons après cinq ans». Weizmann a conclu : «Tout ce qui me reste à faire maintenant, c'est de préparer l'armée à une nouvelle guerre».

Halte aux interventions étrangères en Afrique !

REUNION DEBAT ORGANISÉE PAR LE PCR ml

Le jeudi 22 juin 1978

à 20 h

à l'aumonerie protestante universitaire
7, av. de la Forêt Noire
Strasbourg

L'OCCUPATION SIONISTE MAINTENUE POUR 5 ANS EN CISJORDANIE

● La proposition de Begin de placer la Cisjordanie sous «autonomie administrative» pendant 5 ans, et de repousser toute négociation après cette période témoignent du refus d'Israël de renoncer à l'occupation illégale de la Cisjordanie. Le refus israélien d'appliquer la résolution 242 de l'ONU et donc d'évacuer les territoires occupés après 67, se heurte aux pressions américaines qui veillent à conserver de bonnes relations avec les pays arabes inquiets de l'intransigeance d'Israël. La solution que voudrait appliquer Begin ne peut donc satisfaire personne, pas même les Américains, elle repousse toute négociation au terme de 5 ans, «d'autonomie administrative» et n'accepte comme interlocuteurs que des représentants de la population élus «conformément aux dispositions prévues dans le statut d'administration autonome». Mais beaucoup de choses peuvent se passer en 5 ans, l'intensification et le développement de la Résistance Palestinienne sera un élément déterminant de la restitution des territoires occupés par Israël. Le ministre de la guerre israélien Weizmann ne s'y est pas trompé, quand, sortant de la réunion à Washington il a déclaré qu'il ne lui restait plus qu'à préparer la nouvelle guerre du Moyen Orient.

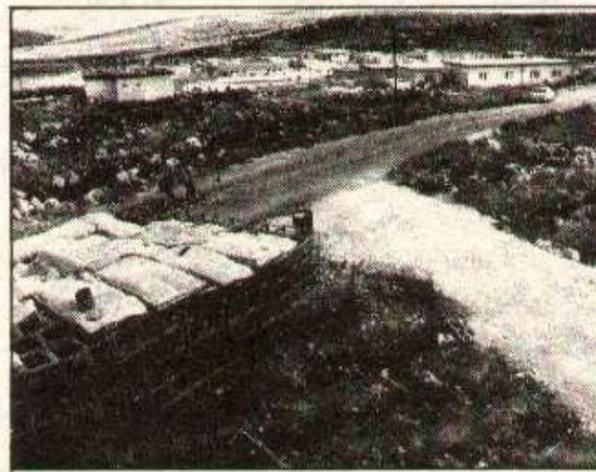
De plus en plus, il est question de la démission de Begin, chef du gouvernement de l'Etat sioniste. Elu en mai 1977, il n'aurait survécu que plus d'un an. Cela montre les contradictions et les difficultés de l'Etat sioniste à mener une politique qui puisse faire l'unanimité de la société israélienne. Il y a plus d'un an, les travaillistes écartés du pouvoir avaient aussi fait faillite.

LES CONSÉQUENCES DE LA VISITE DE SADATE

Les contradictions qui s'aiguisent aujourd'hui dans la société israélienne reflètent les difficultés survenues depuis la visite de Sadate à Jérusalem en novembre dernier. Cette visite, tout en étant une capitulation, a dérouter les USA, puis certains dirigeants sionistes. Sadate proposait un règlement basé sur le retrait israélien des territoires de 67, aban-

donnant lui-même le front arabe, abandonnant son engagement vis-à-vis de l'OLP. Les Etats-Unis, bien que n'espérant pas grand chose de la visite elle-même, prennent l'affaire en main, pour enliser Sadate de plus en plus dans sa capitulation. Du côté sioniste, on considère que la visite a une portée

Nouvelles implantations sionistes en Cisjordanie.



ITALIE : COURSE A LA PRÉSIDENTENCE

C'est le 29 juin prochain que doivent se réunir députés, sénateurs et délégués régionaux pour élire un nouveau président de la République. En attendant la désignation du successeur de Leone, Amintore Fanfani, président du Sénat, assure l'intérim. Les socialistes ont déjà fait connaître que leur choix se porterait sur un «laïc», donc qu'ils voteraient probablement pour leur candidat. Quant au PCI, il a déjà annoncé qu'il ne présenterait pas de candidat

et a déclaré que le président de la République devait être choisi «sans rejet préconçu de quelque parti que ce soit», montrant ainsi plus que jamais son soutien à la DC, encore plus clairement exprimé par Pajetta «la constitution ne prévoit pas qu'il (le président) soit démocrate-chrétien, mais dans les faits, il peut aussi bien l'être». Les noms des candidats qui circulent sont, outre celui de Fanfani, qui assure la présidence actuellement, ceux de Zac-

psychologique importante, mais on ne veut pas faire de concessions, le ministre de la Défense, Weizman, est chargé des pourparlers avec le ministre de la Défense égyptien. Ceux-ci n'avancent pas, mais Weizman tient à garder les «portes ouvertes», pour d'une part ne pas obliger l'Egypte à se tourner vers une autre solution, et d'autre part, satisfaire les Etats-Unis.

DIFFICILES RALATIONS USA - ISRAËL

Plusieurs autres affaires interviennent, toutes liées à l'initiative de Sadate : les Etats-Unis, soutenant la position égyptienne, demandent l'arrêt de l'implantation de colonies dans les territoires de 67. Mais Begin, et une partie de son gouvernement, considèrent que la Cisjordanie «n'est pas négociable» d'une part et que les implantations doivent se poursuivre d'autre part, comme cela s'est produit au Sinaï après la visite de Sadate. Au sujet de la Cisjordanie, trois po-

sitions s'affrontent. Begin considère que la Cisjordanie pourrait être sous «autonomie» dans le cadre de l'Etat sioniste pour 5 ans, puis Israël déterminerait son avenir. Pour Dayan, ministre des Affaires étrangères, après 5 ans, la Jordanie pourrait être associée aux pourparlers, et pour Weizman, il ne faut pas trop préciser la question pour ne pas développer les contradictions entre Israël et les Etats-Unis et pour poursuivre les pourparlers avec l'Egypte.

Depuis le mois de janvier, ces affaires soulèvent des difficultés. Weizman veut avant tout continuer les pourparlers avec l'Egypte, et est soutenu par le DASH, mouvement politique qui s'est joint à la coalition gouvernementale. Celui-ci menace de démissionner si le processus de «paix» avec l'Egypte ne se poursuit pas. Au mois de mars, le *Herald Tribune* exprimait le sentiment américain : «Les colonies légales ou illégales sont un obstacle à la paix».

APRES L'INVASION DU SUD-LIBAN

C'est sur ce fond qu'intervient l'invasion sioniste du Sud-Liban. Plusieurs journaux sionistes, et américains montrent l'échec de cette invasion : la Résistance palestinienne est toujours présente, elle s'est renforcée, militairement et politiquement. Le responsable militaire de cette invasion, c'est Weizman. C'est aussi une occasion pour un règlement de comptes entre les dirigeants sionistes. Les difficultés sont renforcées avec les manifestations qui suivent l'échec sioniste : à l'appel de 320 officiers de réserve, une grande manifestation critique la politique de Begin. Une autre manifestation se tient aussitôt après, de soutien à Begin.

Du côté des difficultés avec les USA, il y a aussi l'affaire de la vente des avions F 15 à l'Egypte, à l'Arabie Séoudite, et à Israël. Cela n'a pas plu aux sionistes qui voient dans cette vente un moyen de pression US sur Israël.

Quelle politique adopter ? Continuer les pourparlers avec l'Egypte, et ainsi satisfaire les USA, et enliser de plus en plus l'Egypte dans son isolement ou bien dire clairement qu'Israël ne compte faire aucune concession et à partir de là, créer une autre situation au Proche-Orient ?

Yomna EL KHALIL

PROGRAMME TÉLÉ

Mardi 20 juin

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Musique en tête. ADAMO
21 h 35 - Contes à vivre debout. N° 5 à chacun ses vacances
22 h 35 - Pleine page
23 h 35 - Journal et fin

A 2

18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 45 - Les dossiers de l'écran. Douze jours pour entrer dans l'histoire. D'après les Mémoires de guerre
23 h 30 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - La trahison du capitaine Porter. Film américain
21 h 45 - Journal et fin

Mercredi 21 juin

TF 1

17 h 55 - Sur deux roues
18 h 15 - A la bonne heure
18 h 35 - Coupe du monde de football
20 h 30 - Journal
21 h 00 - Les amours sous la révolution. Les amants de Thermidor
22 h 25 - Une vie. Maurice Genevoix. Les sources
23 h 25 - Journal et fin

A 2

17 h 35 - Accords parfaits
18 h 25 - Dessins animés
18 h 40 - C'est la vie
18 h 55 - Des chiffres, des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 40 - Question de temps. L'Espagne
23 h 10 - Journal et fin

FR 3

18 h 35 - Pour la jeunesse
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Classe tous risques. Film français avec L. Ventura, J.P. Belmondo
22 h 20 - Journal
22 h 35 - Ciné regards. L'actualité du cinéma italien

Etel ADNAN

SITT MARIE ROSE

Éditions des femmes

La guerre au Liban, à travers une histoire véridique : une femme chrétienne, Sitt Marie Rose, mère de 3 enfants, vivant avec un Palestinien, militante et directrice d'une école de sourds muets, est enlevée par les fascistes et assassinée.

Sans se lancer dans une analyse des causes de la guerre, Etel Adnan nous présente le milieu de cette bourgeoisie maronite (secte chrétienne) occidentalise, représentée par les futurs bourreaux de Sitt Marie Rose : Mounir, Fouad et les autres.

Puis l'histoire de Marie-Rose, chacun a la parole. D'abord, les sourds-muets, puis Sitt Marie Rose, puis ses bourreaux auxquels

s'est joint un moine et ensuite l'auteur. Une sorte de procès où Marie-Rose «arrogante» raconte pourquoi elle est avec les Palestiniens, où les bourreaux exposent pourquoi ils considèrent Marie-Rose comme traître. Deux mondes qui s'affrontent : celui de Sitt Marie Rose, le monde arabe, la Palestine, les camps, la misère, et celui des bourreaux, la bourgeoisie maronite, l'Occident, la haine des Arabes.

Sitt Marie Rose refuse le marchandage qui lui est proposé, et qui est d'être échangée avec son ami palestinien. Elle est alors froidement exécutée par «les défenseurs de la patrie» (Quelle patrie ?).

Yonna EL KHALIL



Lyon

VENDREDI 23 JUIN à 20 h 30 (entrée gratuite)

au CINÉMATOGAPHE

44 cours Suchet Lyon 2^e (derrière Perrache)
Plusieurs librairies lyonnaises organisent une soirée débat avec Alain Delale, de l'équipe du *Peuple français* (revue d'histoire populaire) et co-auteur du livre :

La France de Mai 68

La soirée commencera par la projection d'un film sur mai 68. Le débat portera sur le mouvement gréviste du printemps 1968.

- La commune étudiante.
- Les grèves ouvrières de la région lyonnaise.
- Les grandes grèves du mouvement ouvrier français.

Vous êtes cordialement invités

Soirée organisée par **Librairie Le Soleil** ●
Librairie La force du livre
Librairie populaire *

* La librairie populaire organise une expo-photos sur mai 68, du 12 au 23 juin.

Et l'acier fut trempé

154^e épisode

Pavel partit du sanatorium. Il alla chez une amie de sa mère ou il découvrit bien des problèmes à résoudre...

Sachant très bien que sa mère ne lui refuserait rien, il en profita de la façon la plus cynique. Il méprisait ses sœurs et les traitait de haut, s'estimant d'une essence supérieure. Sa mère lui expédiait tout ce qu'elle pouvait arracher à son mari, ainsi que l'argent gagné par Taïa. Et son rejeton, ayant pitoyablement échoué à ses examens, vivait maintenant comme un coq en pâte chez son oncle, terrorisant sa mère par ses demandes télégraphiques de fonds.

Kortchaguine ne vit la cadette Taïa que tard dans la soirée. La mère l'avait prévenue dans l'entrée de l'arrivée d'un invité. En tendant la main à Pavel, elle rougit jusqu'aux oreilles, confuse devant ce jeune homme inconnu, qui ne laissa pas échapper tout de suite sa main forte et calleuse.

Taïa allait sur ses dix-neuf ans. Ce n'était pas une beauté, mais ses grands yeux bruns, ses sourcils fins d'une courbe mongole, son nez au dessin élégant, ses lèvres fraîches et obstinées lui donnaient du charme; ses jeunes seins fermes se sentaient à l'étroit sous sa blouse rayée d'ouvrière.

Chacune des sœurs avait sa chambrette. Celle de Taïa contenait un étroit lit de fer, une commode garnie de divers bibelots, un petit miroir et, aux murs, une trentaine de photographies et de cartes postales. Sur la fenêtre, un pot de

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

géranium et un autre d'asters rose pâle. Le rideau de mousseline était relevé par un ruban bleu ciel.

— Taïa n'aime pas laisser entrer dans sa chambre des représentants du sexe masculin, mais pour vous elle fait une exception, plaisanta Lélia.

Le lendemain soir, la famille prenait le thé dans la partie de l'appartement réservée aux vieux. De sa chambre, Taïa écoutait la conversation. Kützam, occupé à faire fondre son sucre, jetait par-dessus ses lunettes des regards hostiles à son hôte, assis en face de lui.

— Je désapprouve les lois actuelles sur la famille. On se marie comme on veut, on divorce comme on veut. C'est la liberté absolue, quoi ?

Le vieux s'étrangla et toussa. Ayant repris son souffle, il désigna Lélia du doigt :

— Regardez celle-ci, par exemple, elle s'est collée avec son saligaud sans ma permission et s'en est séparée sans rien demander à personne. Et maintenant, c'est à nous de payer les pots cassés et de la nourrir avec ce même. C'est un scandale !

Lélia rougit, affreusement gênée, dissimulant à Pavel ses yeux pleins de larmes.

Des étincelles sauvages s'allumèrent dans le regard de Pavel, qui fixa le vieux :

— D'après vous, elle aurait dû continuer à vivre avec ce parasite ?

— Elle devait y regarder à deux fois avant de fêpouser.

Albina intervint. Contenant à grand-peine son indignation, elle lança d'une voix entrecoupée :

— Ecoute, pourquoi abordes-tu ces sujets devant un étranger ? On pourrait parler d'autre chose.

Le vieux se tourna brusquement vers elle.

— Je suis ce que j'ai à dire ! Depuis quand me fait-on des observations ?

La nuit, Pavel songea longuement à la famille Kützam. Hôte de passage, il devenait involontairement un acteur de ce drame familial. Il se demandait comment il pouvait aider la mère et les filles à sortir de cet esclavage. Sa vie personnelle le freinait, lui posait des problèmes, et il lui était plus difficile que jamais d'entreprendre une action décisive.

La seule issue consistait à disloquer cette famille, à persuader la mère et les filles de quitter le vieux pour toujours.

Mais ce n'était pas si simple. Il n'était pas en état d'organiser cette révolution domestique; en outre, il partait dans quelques jours et ne reverrait peut-être jamais ces gens-là. N'était-il pas plus simple de laisser la vie suivre son cours et de ne pas remuer la poussière de cette maison basse et étroite ? Pourtant, l'image répugnante du vieux l'obsédait. Pavel échafauda plusieurs plans, mais ils lui semblaient tous irréalisables.

Le lendemain, c'était dimanche. Lorsque Kortchaguine rentra de la ville, il trouva Taïa seule à la maison. Le reste de la famille était en visite chez des parents.

Pavel entra dans la chambre de Taïa et, fatigué, s'assit sur une chaise.

Pourquoi ne vas-tu pas te promener, te distraire ? demanda-t-il.

— Je n'ai envie d'aller nulle part, répondit-elle doucement.

Il se souvint de ses plans de la nuit et décida de les vérifier.

Parlant vite de crainte d'être dérangé, il alla droit au but.

(à suivre)

LA CONFERENCE DE L'ONU SUR LE DESARMEMENT

Par Grégoire CARRAT

Cynisme américain, démagogie soviétique

Roumanie, Yougoslavie et Europe

La Yougoslavie et la Roumanie occupent une place assez particulière, en tant que pays européen membre des Non-alignés pour la Yougoslavie, et observateur, malgré son appartenance au Pacte de Varsovie, pour la Roumanie. Un resserrement des relations se dessine entre les deux pays, en fonction d'appréciations voisines de la situation en Europe et de propositions proches pour y remédier.

«La course aux armements a atteint aujourd'hui un point critique qui place le monde devant un tournant décisif. Or bien on arrêtera la course aux armements... ou bien la course aux armements abordera une étape nouvelle... ce qui rapprochera le monde de l'éclatement d'une conflagration catastrophique» écrit le ministre yougoslave des Affaires étrangères. Selon la Roumanie : «La proportion atteinte par la course aux armements est devenue le principal obstacle dans la voie de la détente internationale, des efforts visant l'instauration d'un nouvel ordre économique international». Selon Ceaucescu, le président roumain, détente signifie pour la politique roumaine «collaboration égale entre Etats». Ces approches communes de la question de la course aux armements attribuent aux mêmes causes son origine : c'est ce que la Roumanie appelle le «dangereux jeu des sphères» et la Yougoslavie «une lutte pour des sphères d'intérêts et d'influence». En ce qui concerne la Roumanie celle-ci présentait en 1975 dans un mémorandum à l'ONU ses principales propositions. Outre les revendications communes aux pays du Tiers Monde elle déclarait qu'il «s'impose avec une actualité croissante de déployer tous les efforts pour la liquidation simultanée de l'OTAN et du Pacte de Varsovie, comme une exigence essentielle du développement de la confiance et de la sécurité sur le continent européen et dans le monde entier». Elle réclamait en outre «le retrait dans la limite des frontières nationales des troupes étrangères, de l'armement et d'autres moyens de lutte, et la démobilisation des troupes retirées». Ce qui signifie notamment le retrait des troupes soviétiques d'Europe de l'Est. Elle proposait également «la suppression des bases militaires des territoires étrangers» et «le renoncement à l'exécution de manœuvres militaires en premier lieu multinationales à proximité des frontières ou sur les territoires d'autres Etats, aux concentrations de troupes ainsi qu'aux démonstrations de force dirigées contre d'autres Etats». Cela met directement en cause la politique soviétique de pression militaire à l'égard des pays de l'Europe de l'Est en premier lieu, mais également à l'égard des autres pays, où cette pression s'exerce concurremment avec celle des USA.

LE BILAN DE LA CONFERENCE DE SECURITE EN EUROPE

La réunion sur la Sécurité en Europe qui s'est déroulée à Belgrade au début de l'année a été appréciée diversement par les deux pays. Pour la Yougoslavie, la conférence «a réussi à assurer pour l'essentiel la continuité du processus de la CSCE» affirme le chef de la délégation yougoslave. Par contre pour le chef de la délégation roumaine «les résultats de la réunion attirent sérieusement l'attention sur le fait qu'on ne saurait se faire d'illusions en ce qui concerne la détente, laquelle demeure encore fragile et potentiellement réversible». Ces appréciations apparemment opposées reposent sur des approches communes de la «détente en Europe» ; cette notion ambiguë a servi à l'URSS pour effectuer sa pénétration en Europe et faire admettre sa domination en Europe de l'Est, de ce fait elle est de moins en moins compatible avec les objectifs qu'auraient souhaité lui assigner les deux pays ainsi résumés par le chef de la délégation roumaine à Belgrade «désengagement militaire sur le continent, non-recours à la force et à la menace d'y recourir, abolition de la politique de diktat». S'ils ne lèvent pas toutes les ambiguïtés de la détente, les 2 pays n'en expriment pas moins une position qui en Europe remet en cause la politique des superpuissances.

Dès les premiers jours de l'assemblée générale extraordinaire de l'ONU, les pays non alignés, ainsi que les autres pays les plus actifs pour le désarmement, ont été fixés sur l'attitude des USA et de l'URSS à l'égard de leurs revendications : Carter nommait l'acteur Paul Newman comme représentant des USA à cette conférence. Brejnev se bornait à envoyer son ministre des Affaires étrangères, qui s'est beaucoup plus occupé des négociations soviéto-américaines que du débat sur le désarmement.

Le plan soviétique

Poursuivre la course aux armements en parlant désarmement

Au cynisme américain qui, en guise de propositions concernant le désarmement, présente les mesures prises pour relever le «défi» soviétique, répond la démagogie du Kremlin. Pour notifier son refus de prendre toute mesure de désarmement Gromyko déclarait à la tribune de l'ONU «Si les autres Etats sont prêts à désarmer nous ne ferons pas attendre». De qui aujourd'hui dépend le fait que se poursuive la course aux armements si ce n'est des deux super puissances, et plus particulièrement de l'URSS dont l'effort militaire lui a permis en une dizaine d'années de parvenir à la parité avec les Etats-Unis ?

Un plan soviétique de désarmement a été soumis à l'ONU. Sur les sept points qu'il comporte, quatre sont consacrés aux armes nucléaires, deux aux négociations en cours et un à la réduction des budgets militaires. Dans le domaine nucléaire l'URSS se dit pour l'arrêt de la production de tous les types d'armes nucléaires et pour la réduction graduelle des stocks y compris leur liquidation complète ; elle demande l'interdiction de nouveaux types d'armes notamment de la bombe à neutrons baptisée particulièrement inhumaine. Les Soviétiques sont particulièrement inquiets d'un éventuel déploiement de celle-ci, qui serait d'une efficacité très grande à l'égard des chars dont les Soviétiques ont fait le fer de lance d'une attaque en Europe.

Le plan s'étend longuement sur la non prolifération nucléaire et sur les négociations en cours à propos desquelles l'URSS fait assaut de propositions «constructives».

Les propositions avancées sous prétexte que «le danger principal émane de la course croissante aux armements nucléaires» sont de bout en bout pétries d'hypocrisie en essayant de lever les responsabilités que l'URSS a dans la course aux armements. Elle feint de se montrer partisan d'une li-

quidation des stocks d'armes nucléaires quand elle développe à grande cadence son potentiel nucléaire, mettant au point les missiles mobiles SS20 dirigés contre l'Europe, renforçant les capacités de sa marine ; en second lieu elle cherche ainsi à mettre à l'écart des négociations les armements conventionnels où elle veut s'assurer une supériorité absolue. En troisième lieu elle essaie ainsi de préserver le cadre des négociations existantes entre les USA et l'URSS.

Occupation de l'Europe de l'Est, menaces militaires à l'égard de l'Europe et du Japon, agressions contre la Chine, envoi de corps expéditionnaires en Afrique autant de faits établissant la responsabilité soviétique dans les dangers de guerre autant de points sur lesquels le «plan de désarmement» soviétique reste silencieux. L'URSS veut se donner un visage de partisan du désarmement pour détourner d'elle les critiques du Tiers Monde, mais la réalité de ses actes confirme sa volonté de poursuivre ses préparatifs de guerre, tout en faisant des déclarations tonitruantes sur le désarmement.

LES SUITES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Le cynisme américain et la démagogie soviétique convergent sur un point : ni l'un ni l'autre ne sont prêts à accepter réellement de réduire la menace qu'ils font peser sur la paix et la sécurité dans un nombre sans cesse croissant de pays du globe. Ni l'une ni l'autre des super-puissances ne sont prêtes à accepter que soit remise en cause leur haute main sur les négociations sur le désarmement. Elles se sont l'une et l'autre prononcées sans ambiguïté contre la remise en cause de leur co-présidence à la conférence de Genève. Elles ne pourront sans doute pas empêcher que l'Assemblée générale de l'ONU convoque une conférence mondiale sur le dé-

Cette attitude n'a fait que confirmer les inquiétudes manifestées dès avant la conférence par la Yougoslavie et la Roumanie, dont la situation géographique sur les marches de l'empire soviétique accroît leur sensibilité aux pressions de toutes sortes que fait peser sur elles la course aux armements. La Roumanie a vu en 1968 les troupes soviétiques se masser à ses frontières après qu'elle eut refusé de participer à l'invasion de la Tchécoslovaquie. La Yougoslavie est soumise à une constante pression soviétique pour qu'elle s'intègre plus étroitement aux pays de l'Est.

Carter : «La paix, c'est la puissance US»

Le discours du vice président américain à l'ONU a essentiellement parlé de préparatifs de guerre. Accusant violemment l'URSS il justifiait par avance les mesures que les Etats-Unis allaient demander aux participants du sommet de l'OTAN d'adopter prévoyant l'augmentation du potentiel militaire de l'alliance, réunion au sommet qui se déroula parallèlement aux travaux de la conférence. Les propositions américaines sur le désarmement avaient en fait été énoncées par Carter au cours de la session précédente de l'ONU.

Concernant le désarmement nucléaire Carter après avoir dit «Nous sommes prêts aujourd'hui sur une base de réciprocité à réduire (notre arsenal nucléaire) de 10 %, de 20 % et même 50 %», affirmait : «le dessein des Etats-Unis est d'assurer la paix. C'est pourquoi notre appareil militaire et nos alliances demeureront aussi forts qu'il le faudra pour décourager toute attaque». En fin de discours il déclarait «solennellement» que «les Etats-Unis n'utiliseront jamais d'armes nucléaires si ce n'est pour leur propre

défense, c'est-à-dire en cas d'une attaque nucléaire ou conventionnelle contre les Etats-Unis, leurs territoires, leurs forces armées ou ceux de leurs alliés».

C'est donc de bout en bout la logique qui anime leurs relations avec l'URSS dans les négociations SALT que les USA offrent comme modèle de désarmement. L'autre volet des propositions de Carter c'est l'application des mesures de non prolifération qui visent à maintenir le monopole nucléaire des superpuissances et des pays ayant acquis la maîtrise de cette technologie.

Carter a enfourché un second cheval de bataille : celui de la limitation des exportations d'armements. Il a annoncé à grande publicité que les Etats-Unis réduiraient leurs exportations d'armes à destination du Tiers Monde et invitait les Soviétiques à les suivre. Une négociation s'est ouverte à ce propos entre les deux super puissances, et l'on apprendait que les ventes d'armes américaines augmenteraient pour l'année 1978, passant à 13,2 milliards de dollars contre 11,2 milliards en 1977. Cette proposition a peu à voir avec le désarmement et rien à voir avec les revendications du Tiers Monde. C'est une tentative de la part des Etats-Unis de réduire l'intervention soviétique dans différentes régions du monde et d'obtenir d'eux un engagement «à la modération dans les régions du monde où les grandes puissances ont des intérêts concurrents».

POLOGNE

Le directeur du journal clandestin *Rototnik*, ainsi qu'un membre du Comité d'Autodéfense sociale, ont été arrêtés la semaine dernière. Ces arrestations qui se sont multipliées ces derniers mois visent à décourager toute opposition en pratiquant une tactique de harcèlement contre les dissidents.